

L'analyse des collocations verbales dans le texte: Code de la santé publique; Partie réglementaire

Galić, Ana

Master's thesis / Diplomski rad

2023

Degree Grantor / Ustanova koja je dodijelila akademski / stručni stupanj: **University of Zadar / Sveučilište u Zadru**

Permanent link / Trajna poveznica: <https://um.nsk.hr/um:nbn:hr:162:161190>

Rights / Prava: [In copyright](#) / [Zaštićeno autorskim pravom.](#)

Download date / Datum preuzimanja: **2024-11-22**



Sveučilište u Zadru
Universitas Studiorum
Jadertina | 1396 | 2002 |

Repository / Repozitorij:

[University of Zadar Institutional Repository](#)



zir.nsk.hr



DIGITALNI AKADEMSKI ARHIVI I REPOZITORIJ

Sveučilište u Zadru

Odjel za francuske i frankofonske studije
Diplomski sveučilišni studij francuskog jezika i književnosti; smjer:
prevoditeljski(dvopredmetni)

Ana Galić

**L'analyse des collocations verbales dans le texte:
Code de la santé publique; Partie réglementaire**

Diplomski rad

Zadar, 2023.

Sveučilište u Zadru

Odjel za francuske i frankofonske studije

Diplomski sveučilišni studij francuskog jezika i književnosti; smjer: prevoditeljski (dvopredmetni)

L'analyse des collocations verbales dans le texte: Code de la santé publique; Partie réglementaire

Diplomski rad

Student/ica:

Ana Galić

Mentor/ica:

Izv. prof. dr.sc. Larisa Grčić

Zadar, 2023.



Izjava o akademskoj čestitosti

Ja, **Ana Galić**, ovime izjavljujem da je moj **diplomski** rad pod naslovom **Traduction et terminologie des textes juridiques: Code de la santé publique; Partie réglementaire** rezultat mojega vlastitog rada, da se temelji na mojim istraživanjima te da se oslanja na izvore i radove navedene u bilješkama i popisu literature. Ni jedan dio mojega rada nije napisan na nedopušten način, odnosno nije prepisan iz necitiranih radova i ne krši bilo čija autorska prava.

Izjavljujem da ni jedan dio ovoga rada nije iskorišten u kojem drugom radu pri bilo kojoj drugoj visokoškolskoj, znanstvenoj, obrazovnoj ili inoj ustanovi.

Sadržaj mojega rada u potpunosti odgovara sadržaju obranjenoga i nakon obrane uređenoga rada.

Zadar, 23. ožujak 2023.

RÉSUMÉ

L'objectif de ce mémoire de maîtrise est de créer les fiches terminologiques et de traduire *Code de la santé publique ; Partie réglementaire*, mais aussi de montrer l'importance de la terminologie dans le travail d'un traducteur en langue spécialisée. La partie introductive élabore le domaine juridique, fournit un cadre méthodologique du travail. Nous avons souligné l'importance de la mise à jour régulière de la terminologie. La deuxième partie donne l'analyse détaillée des collocations et des verbes selon la théorie de Marie-Claude L'Homme et présente les termes dans les fiches terminologiques et la traduction d'article *Code de la santé publique; Partie réglementaire*.

Mots-clés : collocations, verbe spécialisé, droit de santé, traduction, domaine juridique

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	6
2. MÉTHODOLOGIE	7
2.1. Choix de corpus.....	8
3. LE LANGAGE DU DROIT	9
3.1. Niveau de spécialisation	10
3.2. Le droit de santé	11
3.3. Traduire le langage de droit.....	11
4. L'ETAT DE L'ART	13
4.1. Marie-Claude L'Homme (1998) : Caractérisation des combinaisons lexicales spécialisées par rapport aux collocations de langue générale.	13
4.2. Marie Claude L'Homme (1998) : Le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique.....	15
4.3. Jery Wroblewski (1988) : Les langues juridiques : une typologie	17
5. ANALYSE DESCRIPTIVE	19
5.1. Le verbe “ appliquer ”	20
5.2. Le verbe “ Plaider”	21
5.3. Le verbe “ acquitter ”	23
6. FICHES TERMINOLOGIQUES	25
7. TRADUCTION	65
8. ARBRE DU DOMAINE	101
9. CONCLUSION	101

1. INTRODUCTION

Ce mémoire va aborder le thème de la terminologie de la langue juridique. Le thème et l'objectif du mémoire sont de créer les fiches terminologiques et de traduire *le Code de la santé publique ; Partie réglementaire (2017)*. Les deux premières parties de cette thèse porteront sur la méthodologie et le domaine du droit. Dans ces parties de la thèse, nous allons décrire l'utilisation de la terminologie juridique, les différentes langues spécialisées et la langue commune. Après la partie introductive, nous présentons les fiches terminologiques des termes clés extraits du texte spécialisé *Code de la santé publique ; Partie réglementaire (2017)*. L'introduction suit les fiches terminologiques choisies dans le texte mentionné ci-dessus. La dernière partie contient le texte et la traduction du même texte.

Pendant les études, nous avons traduit beaucoup de textes juridiques, et nous avons pu en déduire que chaque texte exige une connaissance dans beaucoup d'autres domaines, et que dans le même temps, à cause des différentes législations, pour beaucoup de termes il n'existe pas d'équivalent dans l'autre langue. En traduisant ce genre de texte, il faut faire très attention parce que le droit forme notre réalité quotidienne. Chaque pays met en vigueur les dispositions législatives appropriées, et le droit pénal se distingue d'un pays à l'autre.

2. MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre nous allons présenter la méthodologie choisie pour mener cette recherche. D'abord nous avons décidé d'étudier le domaine de droit de santé et pénal. Nous avons cherché des articles concernant les règlements dans le droit de santé et pénal dans le site *JORF* comme *Extrait code de la Santé publique : droit du patient* (l'ensemble des dispositions adoptés pendant plusieurs années) et pour le droit croate l'article de Siniša Franjić *Ishodišni temelji medicinskog prava* (2013). Pour mieux comprendre la langue du droit nous avons étudié l'article de Gémar (1990) *Les fondements du langage du droit comme langue de spécialité. Du sens et de la forme du texte juridique* et le manuel de Pearson and Bowker (2003) *Working with Specialized Language A Practical Guide to Using Corpora By Lynne Bowker, Jennifer Pearson*.

Avant de traduire un texte ou de créer des fiches terminologiques, il faut trouver de nombreux textes de référence, textes qui offrent des informations supplémentaires sur des termes et des concepts. Pour pouvoir traduire un texte spécialisé, il faut bien comprendre chaque terme. Trouver des textes de référence pour la terminologie française n'était pas une tâche difficile car il existe de nombreux manuels et textes du droit qui parlent du droit de santé mais n'offrent pas de définitions.

Cependant, en cherchant les textes de référence pour la terminologie croate, nous n'avons pas trouvé beaucoup de textes fiables car les auteurs ne sont pas des spécialistes dans le domaine du droit, mais ce sont des journalistes qui ont traduit les textes d'autres langues, principalement depuis l'anglais. Cependant, pour vérifier la terminologie et trouver des définitions, nous avons utilisé le site *Narodne novine* pour trouver les articles comme *Statut Hrvatske liječničke komore* (2016) dont nous avons trouvé la définition pour le terme *nacionalno vijeće liječničke komore*. L'autre exemple serait l'article de Grozdanić, Škorić et Rittossa (2014) *Liječnička tajna u funkciji zaštite privatnosti osoba s duševnim smetnjama*.

Avant la traduction de l'article *Code de la santé publique; Partie réglementaire* nous avons isolé vingt termes à analyser dans le chapitre *Fiches terminologiques*. Le corpus que nous avons utilisé pour former les fiches terminologiques nous a aidé à traduire l'article. La traduction est présentée dans un tableau, dans la colonne de gauche se trouvent le texte original en français, et dans la colonne de droite se trouve le text traduit en croate.

Après la traduction de l'article *Code de la santé publique; Partie réglementaire* et l'analyse des textes recueillis, nous avons décidé d'étudier les collocations et les verbes en langue de spécialité parce qu'ils sont très importants pour la traduction des textes spécialisés.

Pour préciser le rôle et l'importance des collocations nous avons étudié l'article de l'Homme (1998) : *Caractérisation des combinaisons lexicales spécialisées par rapport aux collocations*

de langue générale ou elle parle de la différence entre les combinaisons lexicales spécialisées et les collocations de langue générale. Un autre article de l'Homme (1998) : *le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique étudie le statut des verbes* (1998), ou elle parle des verbes spécialisés qui sont négligés par la terminologie qui se concentre principalement sur les unités lexicales et lexicographie générale. Selon cette théorie nous avons analysé quelques verbes dans le chapitre *Analyse descriptive*. Dans le dernier temps nous avons vérifié les contextes d'usage dans des corpus français *French parliamentary debates (ParlaMint 2.1, CoNLL format)* et *French parliamentary debates (ParlaMint 2.1)*) disponibles dans le logiciel SketchEngine.

Nous allons décrire les théories choisies dans le chapitre qui concerne l'état de l'art.

2.1. Choix de corpus

Pour qu'une analyse linguistique soit fiable, il faut choisir le corpus des textes dans le même domaine. Ces textes permettent de collecter des données nécessaires sur le sujet de manière efficace et de les utiliser pour expliquer certaines théories. De plus, cela nous permet de trouver un grand nombre de données de différentes sources et de comparer les résultats obtenus, ou des théories avec d'autres résultats ou théories. Les textes qui font partie d'un corpus doivent traiter du même sujet, en premier cas le domaine juridique. Le corpus est dans ce cas constitué des articles scientifiques, livres et manuels concernant le droit comme : *Extrait code de la Santé publique : droit du patient*, Siniša Franjić *Ishodišni temelji medicinskog prava* (2013), l'article de Gémar (1990) *Les fondements du langage du droit comme langue de spécialité. Du sens et de la forme du texte juridique* (1990, p. 717–738) et manuel de Bowker, Pearson (2003) *Working with Specialized Language A Practical Guide to Using Corpora*.

Pour comparer les combinaisons lexicales dans un même domaine dans les deux différentes langues il faut d'abord analyser le corpus dans les deux langues. Les textes qui font partie d'un corpus doivent traiter du même sujet. Trouver ces textes était une tâche difficile puisque les auteurs croates et français ne traitent sur les mêmes sujets. Dans son article, Franjić (2003) parle du droit de santé dont les relèvements concernent le système judiciaire croate. Cependant, les articles utilisés pour aborder la terminologie française se concentrent sur la langue française et son vocabulaire spécifique, qui concerne un système juridique totalement différent. Par exemple, dans l'article JORF intitulé "*Statut des établissements publics sociaux et médico-sociaux dotés de la personnalité juridique*" (Articles L315-9 à L315-19), le terme "*établissement social ou médico-social*" est mentionné à plusieurs reprises. En revanche, dans

la terminologie croate, il n'est fait aucune référence à ce terme car le système politique français et l'organisation institutionnelle diffèrent de ceux de la Croatie.

Pour analyser des combinaisons lexicales dans le domaine juridique, il est important de choisir le corpus des textes juridiques afin de comprendre les relations sémantiques entre les mots dans un texte juridique, et de cette manière identifier la différence pendant l'utilisation d'une collocation dans un contexte spécialisé et dans la langue générale. Le corpus nous aide aussi à isoler les termes utilisés fréquemment dans le domaine juridique, pour qu'on puisse comprendre le sens de certaines collocations dans différents contextes. Le choix de corpus est aussi important pour les traducteurs pour mieux comprendre la structure des phrases juridiques et l'usage des termes et des collocations dans ce domaine pour pouvoir mieux traduire. Comme nous avons déjà dit dans le chapitre précédent, pour isoler les collocations dans le contexte français à l'aide d'outil SketchEngine nous avons utilisé le corpus *French parliamentary debates (ParlaMint 2.1, CoNLL format)* et *French parliamentary debates (ParlaMint 2.1)*.

Étant donné que le domaine juridique est un domaine vaste nous avons choisi de chercher les ouvrages qui portent sur le droit de santé et droit pénal. Pour chercher des experts de ce domaine nous avons visité le site <https://www.legifrance.gouv.fr/> qui nous offre tous les lois dans le système judiciaire français et pour trouver les lois croates nous avons visité le site <https://www.nn.hr/>. Pour les textes en croate qui portent sur le droit de santé nous avons visité le site <https://hrcak.srce.hr/> ou nous avons trouvé des extraits et les articles concernant le domaine donné.

3. LE LANGAGE DU DROIT

Selon Gémard (1990 : 720), "chaque domaine posséderait "sa" langue, sa manière de penser les choses et les mots pour le dire. Un physicien, un psychanalyste, un biologiste ou un médecin, pour ne citer que quelques cas patents, pratiquent à l'évidence une langue qui leur est propre voire exclusive. Ils emploient un vocabulaire spécialisé, un jargon technique ou professionnel entremêlé de mots de la langue courante auxquels ils donnent une acception singulière dont le sens échappe généralement, de façon partielle ou totale, au témoin non initié."

Ce qui distingue la langue spécialisée de la langue générale, ce sont les différents éléments lexicaux. Dans le langage général, les éléments lexicaux sont des mots, tandis que dans le langage spécifique, ce sont des termes. Les mots font partie du vocabulaire, tandis que les termes avec des références spéciales font partie de la terminologie. Les termes font partie d'un certain domaine et ont un sens plus étroit que le mot, tendent vers l'univocité et ne peuvent pas élargir leur sens en fonction du contexte. Les mots du langage général, quant à eux, dépendent

du contexte et peuvent changer de sens lorsqu'ils se retrouvent dans des contextes différents. Le langage est ce qui explique et décrit le droit.

Le lexique de la langue spécialisée diffère considérablement de la langue commune. La langue commune comprend tous les mots avec toutes leurs significations. La signification de chaque mot de la langue commune dépend du contexte. Quand on parle de langues sectorielles, comme la langue du droit, il faut toujours faire émerger une terminologie qui soit internationale, c'est-à-dire une terminologie qui atteigne le plus haut degré d'économie de termes. Un mot technique et/ou scientifique doit pouvoir déterminer ce qu'il signifie plus précisément de manière unique, il ne peut pas être ambigu, il doit avoir un lien très étroit avec les autres mots qui font partie du même vocabulaire. Les termes font partie d'une classification hiérarchique, donc, idéalement, un terme ne peut pas être remplacé par un synonyme car il n'y a pas d'autre terme ayant la même signification.

De plus, le langage du droit offre des particularités syntaxiques comme le style nominal préféré, la voix passive et les phrases très longues, les sujets complexes qui ont tendance à être exprimés en une seule phrase, une abondance de nominalisations à cause de laquelle les langages spécialisés ne consistent pas en un grand nombre de verbes.

La langue du droit dépend de la culture, puisque les langues opèrent dans différents réseaux sociaux car chaque droit reflète la culture de pays. Certains pays sont très traditionnels et n'ont pas changé certaines lois depuis longtemps, tandis que dans les pays occidentaux, il s'agit de lois qui seraient inacceptables. Tous les facteurs culturels (extralinguistiques) influencent les formations des unités linguistiques, mais aussi tous les discours judiciaires reflètent la culture juridique.

3.1. Niveau de spécialisation

Il y a plusieurs niveaux de spécialisation qui dépendent de récipiendaire de message, c'est à dire du texte qu'il lit. Bowker et Pearson (2003) parlent de trois relations possibles : experts à experts, experts à semi-experts et experts à non-experts. Les experts sont les personnes qui ont une formation ou de l'expérience dans un domaine spécialisé, les semi-experts sont les étudiants ou les personnes qui travaillent dans d'autres domaines connexes et les non experts sont les personnes qui ne sont pas du tout familières avec le domaine. En traduisant, nous avons décidé d'utiliser la deuxième relation, puisque le texte original a été écrit par des personnes expertes dans leur domaine, et les destinataires sont les experts, mais aussi les personnes qui travaillent dans les domaines similaires ou liés au droit. Le destinataire a un rôle important dans la traduction ou la création de fiches terminologiques. Le type de traduction dépend du

destinataire. Dans ce cas, le destinataire est une personne experte ou semi-experte, le texte est spécialisé, donc il s'agit d'éléments très importants pendant la traduction.

3.2. Le droit de santé

D'abord et avant tout, pour rédiger ce mémoire, il nous fallait délimiter le domaine de l'analyse. La délimitation du domaine était le point essentiel parce qu'une fois le domaine délimité, nous avons été en mesure de choisir les termes qui appartiennent à ce domaine et de les traiter dans le contexte adéquat. Nous avons choisi le domaine du droit de la santé. Après avoir choisi le droit de la Santé comme le sujet de ce mémoire, nous avons dû rechercher ses sources pour pouvoir délimiter le domaine et déterminer le sous-domaine. La sous-domaine est le droit pénal. Tous les droits en France ont des procédures pénales spécialement définies qui coïncident ou non avec d'autres droits de la même culture, tandis qu'en Croatie le droit est soumis aux mêmes normes de droit pénal déterminées par le statut de l'État, donc le droit de santé en France a ses normes spécialement définies, quand en Croatie il existe les normes de droit pénal définies pour toutes les lois.

3.3. Traduire le langage de droit

Certains termes juridiques se retrouvent dans différents domaines, tel que l'économie. Par conséquent, les traducteurs doivent faire attention au sens du terme, car même si les termes tendent vers l'univocité, ce n'est pas toujours possible et donc le terme peut changer le sens. La fonction " unificatrice " du langage du droit n'est pas vraiment correcte parce que les termes peuvent partager le signifiant entre les branches du droit. Le traducteur doit également connaître d'autres domaines pour pouvoir mettre en évidence qu'il s'agit du droit administratif et non pas d'économie.

Pendant le processus de traduction, chaque traduction se base sur la connaissance générale du traducteur, mais la plupart des textes de départ contiennent au moins un terme technique. Pour bien traduire, le traducteur doit avoir des connaissances sur les termes d'un domaine spécifique et ses notions, et pas seulement sur le langage commun. Les langues spécialisées utilisent une grande quantité de mots qui n'existent pas dans le langage courant, c'est-à-dire qu'ils ne s'y trouvent pas du tout ou qu'ils sont utilisés différemment, ce qui cause des problèmes d'interprétation.

De plus, les particularités syntaxiques comme le style nominal préféré, la voix passive et les phrases très longues, les sujets complexes qui ont tendance à être exprimés en une seule phrase, une abondance de nominalisations à cause de laquelle les langages spéciaux ne

consistent pas en un grand nombre de verbes, rendent la traduction de même domaine très exigeante.

Le contexte culturel influence la technique utilisée en traduction des textes juridique. Ils existent des lois dans la législature française qui n'existent pas dans la législature croate, donc les termes décrivant la loi n'existent pas dans la terminologie croate. Certains termes existent dans les deux cultures mais ne sont pas équivalents. Un terme français a son équivalent en croate mais les signifiants ne coïncident pas complètement parce que les cultures sont différentes et les lois sont déterminées en contexte de la culture.

4. L'ETAT DE L'ART

Dans ce chapitre, nous présenterons la problématique de la typologie des langages juridiques, plus précisément les collocations verbales. Les collocations prennent leur sens à la fois dans le lexique et la syntaxe. La collocation se trouve sur l'axe paradigmatique et sur l'axe syntagmatique. Il existe plusieurs problématiques théoriques qui concernent les collocations verbales. La première problématique, c'est le critère de définition. La collocation est composée d'une base et d'un collocatif. La base est la partie indépendante de la collocation, tandis que le collocatif a le rôle de changer l'identité sémantique de la base. Pour les locuteurs natifs, le sens des collocations est transparent, mais pour les locuteurs non natifs, de même que pour les traducteurs, il est difficile de deviner ce que veut dire une collocation dont il n'a jamais entendu parler, ou de produire une collocation spécialisée. Le sens des termes isolés change, la combinaison des mêmes termes crée une collocation avec un sens complètement différent. Le sens des collocations se trouve entre les combinaisons libres (ex. *Lire un livre*) et expressions figées (ex. *couper les ponts.*). Bol-ly (2007: 38-39) dit qu'il existe des collocations de "séquences (semi) figées" (vs. séquences libres). En parlant des collocations, on peut conclure qu'il manque aussi des règles qui expliqueront pourquoi nous pouvons utiliser un lexème et pas un autre.

Les collocations verbales peuvent être divisées en deux sous-groupes : les collocations lexicales et les collocations conceptuelles. Les collocations lexicales sont composées de la base nominale et des collocatifs verbaux, en ce cas il s'agit des verbes supports (*avoir un succès*) ou des verbes à sens plein (*donner des actes*).

4.1. Marie-Claude L'Homme (1998) : Caractérisation des combinaisons lexicales spécialisées par rapport aux collocations de langue générale.

L'Homme (1998) parle de la différence entre les combinaisons lexicales spécialisées et les collocations de langue générale. Les combinaisons lexicales spécialisées sont des expressions qui sont spécifiques à un domaine ou à une profession, tandis que les collocations de langue générale sont des expressions couramment utilisées dans la langue courante.

Dans son article "Caractérisation des combinaisons lexicales spécialisées", elle étudie les différences qui caractérisent des combinaisons lexicales spécialisées en les comparant à des collocations de langue générale. Ces caractéristiques rendent unique les combinaisons lexicales spécialisées, et en même temps elles les divisent des collocations de langue générale. Selon L'Homme, le contexte est très important pour les identifications des combinaisons lexicales spécialisées. Elle souligne l'importance de l'utilisation de ces combinaisons pour mieux

comprendre un texte spécialisé ; mais elle souligne aussi leur importance pendant la traduction puisqu'elles aident les traducteurs à comprendre le contexte d'un texte. De plus, elles ont un effet sur l'amélioration de l'acquisition de vocabulaire spécialisé pour les apprenants de langue seconde.

L'Homme définit des combinaisons lexicales spécialisées et des expressions qui sont spécifiques à un domaine ou à une profession, elles peuvent ne pas être couramment utilisées dans la langue courante. Elles peuvent être composées de mots simples, mais leur sens est souvent plus complexe que la somme de leurs parties. Ces combinaisons sont souvent utilisées pour communiquer des idées spécifiques à un domaine ou pour exprimer des concepts spécifiques à une profession.

Les combinaisons lexicales spécialisées sont utilisées dans de nombreux domaines, tels que la médecine, la technologie, les sciences, etc. Les combinaisons lexicales spécialisées peuvent varier selon le domaine. Donc, il est nécessaire pour les traducteurs de bien comprendre les combinaisons lexicales spécialisées d'un domaine pour pouvoir traduire un texte spécialisé. Aussi, les combinaisons lexicales spécialisées peuvent varier selon la langue d'usage. Une combinaison lexicale spécialisée peut exister dans une langue et ne pas exister dans une autre, ou ne pas être traduisible, ou exister dans l'autre langue mais avec une traduction complètement différente.

Selon L'Homme, la différence entre les combinaisons lexicales spécialisées et les collocations est en ce que les collocations ont un caractère conventionnel. Il s'agit de groupes lexicalement contraints, dont la combinatoire n'est déterminée ni par leur sémantisme ni par leurs propriétés syntaxiques. Les combinaisons lexicales spécialisées ont aussi un caractère conventionnel avec un consensus établi, mais en ce cas, au sein d'un groupe de spécialistes. Un locuteur qui n'a pas d'accès au savoir spécialisé doit apprendre à utiliser ces unités terminologiques dans des environnements idiomatiques spécifiques.

Les collocations sont définies comme des groupements semi-compositionnels. Elles sont composées de la base ou de mot-clé – la partie dont le sens reste autonome, et de collocatif – la partie qui prend un nouveau sens au sein du groupement. Les combinaisons lexicales spécialisées sont composées de deux lexèmes, l'une est l'unité terminologique et l'autre le cooccurrent qui s'impose naturellement comme base du groupement. Le nom devient la base privilégiée, et par conséquent le mot-clé d'une CLS est généralement un nom. La base des combinaisons lexicales spécialisées est un terme, plus précisément un nom, et les cooccurrents sont des verbes, des adjectifs ou d'autres noms qui sont définis par rapport à un terme à vocation nominale.

Comme nous l'avons déjà dit, les collocations sont définies comme des groupements semi-compositionnels. La base reste inchangée, tandis que le sens du collocatif dépend du groupement. Les collocations sont situées entre les expressions figées et les combinaisons libres. La base a le sens compositionnel, tandis que le collocatif n'est pas compositionnel.

4.2. Marie Claude L'Homme (1998) : Le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique

En langue spécialisée, c'est le verbe qui joue un rôle important puisqu'il décrit l'action et le processus dans un domaine donné. Un verbe peut utiliser des formes différentes et avoir un sens spécifique dans un domaine et pour cette raison, le statut du verbe dans la langue de spécialité peut être différent par rapport au verbe dans la langue générale. En langue générale, les verbes qui sont couramment utilisés sont les verbes qui décrivent des actions comme : faire, parler, aller etc. En revanche, dans la langue de spécialité, il existe des verbes spécifiques dont l'usage n'est pas fréquent dans la langue générale. Par exemple, dans le domaine juridique, le verbe "déclarer" est utilisé pour décrire l'action de faire une déclaration officielle. Ensuite, certains verbes ont des formes spécifiques qui ne sont pas fréquentes en langue générale. Les verbes en langue spécialisée se différencient des verbes en langue générale dans leur description lexicographique. Les dictionnaires spécialisés décrivent les verbes de manière plus détaillée, avec beaucoup plus d'informations et en donnant des informations sur le sens spécifique dans un domaine donné, ainsi que des exemples. L'exemple d'un tel dictionnaire est *Juridictionnaire* de Jacques Picotte (1998). En revanche, dans le dictionnaire de langue générale, nous n'avons que des informations sur la forme de base d'un verbe, ses définitions et exemples d'usage. Les verbes spécialisés sont négligés par la terminologie, qui se concentre principalement sur les unités lexicales et la lexicographie générale. L'Homme considère que les verbes spécialisés doivent faire objet d'une description lexicographique.

“ Le consulteur doit être en mesure de comprendre, dans un premier cas de figure, les emplois particuliers d'une forme verbale dans un domaine donné (décodage), ou de produire dans un second cas de figure, la forme correcte dans un contexte spécialiste (encodage). ”¹

Par conséquent, L'Homme propose une méthodologie de description de ces verbes. Elle propose une solution pratique, c'est à dire d'introduire un dictionnaire informatisé grâce auquel le consulteur peut avoir un accès sélectif aux données. L'Homme suggère aussi l'arrangement

¹ Le statut du verbe en langue de specialite et sa description lexicographique, *Cahiers de lexicologie*, Marie Claude l'Homme, 1998 , (10)

des définitions dans un répertoire général : 1) les verbes n'existant que dans un contexte spécialisé, et les verbes ayant acquis, dans un domaine de connaissance, un sens métaphorique sont assortis d'une définition unique ; 2) les définitions des autres verbes spécialisés sont simplement précisées ou reformulées en tenant compte de l'usage particulier auquel sont soumis les formes. La description des formes verbales à proprement parler est abordée à la section. ² Pour définir le statut spécialisé du verbe, il faut faire attention à quelques critères, comme les actants du verbe qui sont désignés au moyen d'unités terminologiques, donc les participants impliqués dans l'activité dénotée par le verbe. Ces actants dénotent des réalités spécialisées. C'est à dire que des actants sont des termes. Par exemple :

“ Le juge impose la peine de prison. “

Les unités terminologiques (*le juge, la peine de prison*) sont des actants qui aident à identifier le domaine dont le verbe fait partie.

Selon L'Homme, le second critère dit que “ certaines unités lexicales formellement apparentées au verbe dénotent des réalités spécialisées ”. Certains verbes ont des formes liées aux formes des autres unités lexicales déjà admises comme des unités terminologiques. Par exemple, le verbe *traduire* est lié au nom *traducteur*. Il faut noter que les noms terminologiques et les formes verbales doivent avoir une relation sémantique pour qu'un verbe puisse être spécialisé.

La description lexicographique, selon L'Homme, tient compte des distinctions précitées. Un verbe peut être décrit dans des articles séparés avec les quatre rubriques suivantes : a) exemples, b) identification des actants sémantiques, c) définitions, et d) identification de la structure syntaxique. Dans la rubrique exemples, nous pouvons voir l'usage d'un verbe dans le contexte spécialisé dans toutes ses formes (passivation, actants exprimés ou non, etc.). L'Homme (1998) nous donne l'exemple du verbe *charger* dans le domaine informatique.

“ Charger ”

Autrefois, un programme devait être chargé entièrement en mémoire réelle avant d'être exécuté (...)

(...) il faut que le logiciel (...) soit d'abord chargé en mémoire (...)

(...) vous évitez de taper deux autres lettres pour charger LOTUS.³

² Le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique, *Cahiers de lexicologie*, Marie-Claude L'Homme, 1998, (11)

³ Le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique, *Cahiers de lexicologie*, Marie-Claude L'Homme, 1998 (19)

La deuxième rubrique consiste à identifier les actants. Il faut d'abord identifier les actants nécessaires pour rendre compte d'une acception verbale spécialisée. L'Homme nous donne encore des exemples du domaine informatique : “ cliquer ” à trois actants : Act 1 celui qui est à l'origine de l'action ; Act 2 celui qui subit l'action et Act 3 l'instrument nécessaire pour accomplir cette action. Pour le verbe “ cliquer ”, les actants sont : Act 1 “ utilisateur ”, Act 2 “ élément graphique ” et Act 3 “ dispositif de pointage ”. Tous les termes qui appartiennent à ces classes peuvent devenir des actants du verbe “ cliquer ”.

Ensuite, pour former la définition d'un verbe spécialisé, il faut simplement déplacer les étiquettes susmentionnées. Il faut identifier les actants sémantiques et les insérer dans l'énoncé de la définition. L'exemple du verbe “ cliquer ” : Act 1 (utilisateur) rend ; Act 2 (élément graphique) actif à l'écran d'un ordinateur au moyen d'Act 3 (dispositif de pointage).

La structure syntaxique dans ce modèle peut prendre plusieurs régimes (dans le DEC). Le régime peut varier en fonction d'une sous-classe d'actants. En outre, les actants peuvent subir une modification d'ordre. Certaines actants ne sont pas toujours réalisés dans les phrases ou ne sont réalisés que dans des conditions très particulières. L'exemple du verbe “ cliquer ” : l'actant “ dispositif de pointage ” est obligatoire dans la signification du verbe, mais il est rarement mentionné dans la phrase.

Les verbes en langue spécialisée sont utilisés en combinaison avec d'autres mots pour former des combinaisons lexicales spécialisées. Par exemple, dans le domaine juridique, le verbe “ appliquer ” peut être combiné avec le mot “ une règle ”, créant ainsi l'expression “ appliquant une règle ”. Il est donc important de connaître ces combinaisons lexicales spécifiques pour comprendre et utiliser correctement la langue spécialisée.

Au fil du temps, avec le développement technologique, les langues ont commencé à changer, principalement dans les domaines spécifiques. Pour cette raison, un verbe ou une expression peuvent changer leur sens ou acquérir un nouveau sens.

4.3. Jery Wroblewski (1988) : Les langues juridiques : une typologie

Jery Wroblewski (1988) donne la définition du discours juridique comme étant le discours dans lequel on formule les lois, ou celui à l'aide duquel on parle des lois. Il distingue trois types de langages relevant du discours du droit : le langage juridique jurisprudentiel, le langage juridique scientifique et le langage juridique commun. Le Langage Juridique Jurisprudentiel (LJJ) est utilisé par les institutions pour formuler les décisions et pour appliquer les lois. Quand on parle de la science juridique, on parle du Langage Juridique Scientifique (LJS). Tandis que le Langage Juridique Commun (LJC) est utilisé dans d'autres discours qui

concernent le droit. Les trois langages ensemble sont définis par Wroblewski comme un métalangage par rapport au langage légal. Ici se pose la problématique de la relation de ces langages avec la Langue Naturelle (LN). Pour Wroblewski, la Langue Naturelle est “ naturelle “, tandis que le Langage Légal est construit d’éléments “ artificiels “. La problématique relève de l’interprétation de certaines verbes et conjonctions dans le Langage Légal et la Langue Naturelle qui sont traités comme des problèmes sémantiques et non pas syntaxiques. Les différences pragmatiques entre Langage Légal et la Langue Naturelle sont évidentes, Langage Légal est utilisée uniquement entre les spécialistes du domaine.

Wroblewski définit le langage légal comme le résultat de l’activité du législateur qui formule les textes des actes normatifs. Ainsi, ce sont des textes destinés à tous les citoyens d’un pays écrit en utilisant des termes spécialisés. La question se pose de savoir si les textes doivent être formulés de manière compréhensible pour tous les destinataires (la Langue Naturelle), même si la Langue Naturelle n’est pas assez précise pour caractériser les règles constitutives. Par conséquent, il faut soit adopter la Langue Naturelle pour être compris par tous les destinataires, soit modifier la Langue Naturelle en créant la Langage Légal, qui devient ensuite un langage artificiel défini précisément, mais moins compréhensible pour le destinataire non spécialisé. La Langage Légal est dérivé de la Langue Naturelle et formule des textes normatifs de manière artificielle.

En créant la Langage Légal, le législateur ne change pas la syntaxe ni le style. Ce qui change, c’est la sémantique de la Langue Naturelle, mais pas complètement puisque la Langage Légal dérive de la LN. Selon Wroblewski, ce sont le “flou” et la contextualité du sens qui changent. Le flou (“fuzziness”) caractérise les expressions dans les processus de communication. Dans la la Langue Naturelle, dans des contextes différents, un nom utilisé peut être soit applicable, soit inapplicable, ce qui peut créer un doute, dépendant des participants. Dans ce cas, la Langue Naturelle est obscure, et la Langage Légal est précise, car il existe des prix des langues, comme en mathématiques.

Ensuite, la Langage Légal comme la Langue Naturelle est contextuelle, car la signification des expressions et des termes dépend du contexte. Cependant, la typologie des contextes de la Langage Légal distingue trois types : le contexte linguistique qui comprend les caractéristiques de la Langage Légal, le contexte systémique constitué par le système du droit formulé dans la Langage Légal, et le contexte fonctionnel qui se réfère à la vie sociale qui conditionne le droit.

5. ANALYSE DESCRIPTIVE

Dans le chapitre suivant, nous allons d'abord présenter quelques verbes spécialisés dans le domaine juridique, puis procéder à une analyse de trois verbes spécifiques selon la théorie de L'Homme (1998). Cette analyse portera sur les verbes spécialisés dans le domaine juridique. Nous avons trouvé de nombreux verbes spécialisés dans notre corpus et avons sélectionné trois verbes représentatifs du domaine. Pour trouver leurs collocations et leurs contextes, nous avons utilisé l'outil informatique *SketchEngine*. Nous avons ensuite analysé leur sens et leur utilisation dans ce domaine, puis identifié les collocations les plus courantes. Après avoir analysé leur usage, nous avons procédé à l'analyse des verbes selon la théorie de Marie-Claude L'Homme sur le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique.

L'Homme met l'accent sur la description des verbes dans les domaines spécialisés et propose une nouvelle méthode pour mieux comprendre et utiliser ces verbes dans leur contexte. Dans ce chapitre, nous allons donner quelques exemples de verbes spécialisés et les analyser selon la méthode proposée par L'Homme. Dans le domaine juridique, il existe de nombreux exemples de verbes ayant un sens ou une utilisation spécifiques. En voici quelques exemples :

“ “plaider” : marque surtout l'action de soutenir ou de contester qqch. en justice, de défendre une cause”⁴

“ “assigner” : s'emploie surtout dans deux sens : un sens technique, celui de sommer qqn de comparaître en justice ou, par extension, de sommer une personne de remplir les fonctions de juré (assigner les jurés), et un sens général, celui de déterminer, de fixer, d'attribuer une tâche, une place à qqn.”⁵

“ “requérir” : c'est exiger d'une façon impérative, réclamer instamment l'application d'une mesure, d'un recours, d'un droit ou l'intervention, l'aide à laquelle donne droit la loi.”⁶

“ “déliver” : s'emploie en droit au sens de libérer quelqu'un d'un engagement, d'une obligation, d'une promesse, de l'en affranchir, l'en dégager, l'en délivrer.”⁷

Dans le domaine juridique, il existe de nombreuses expressions idiomatiques et collocations spécifiques, telles que “introduire une requête”, “ déposer une plainte ”, “ saisir la justice ” ou “ défendre ses intérêts ”. Il est crucial de comprendre les significations précises de

⁴ Picotte, J., *Juridictionnaire: Recueil des difficultés et des ressources du français juridique*, Centre de traduction et de terminologie juridique, Faculté de droit Université de Moncton: 2018, (1418)

⁵ Picotte, J., *Juridictionnaire: Recueil des difficultés et des ressources du français juridique*, Centre de traduction et de terminologie juridique, Faculté de droit Université de Moncton 2018, (351)

⁶ Picotte, J., *Juridictionnaire: Recueil des difficultés et des ressources du français juridique*, Centre de traduction et de terminologie juridique, Faculté de droit Université de Moncton, 2018, (2409)

⁷ Picotte, J., *Juridictionnaire: Recueil des difficultés et des ressources du français juridique*, Centre de traduction et de terminologie juridique, Faculté de droit Université de Moncton, 2018 (1407)

ces termes et expressions pour communiquer efficacement dans ce domaine. Il convient de noter que ces collocations spécifiques peuvent varier en fonction des différents systèmes juridiques et des langues utilisées. Il est donc essentiel de se renseigner sur la terminologie appropriée dans le système juridique et la langue concernés.

Voici quelques verbes analysés selon la théorie de L'Homme :

5.1. Le verbe “ appliquer ”

Dans le domaine juridique, le verbe “ appliquer ” est souvent utilisé pour décrire l'application de lois, règlements et décisions judiciaires. Il est souvent utilisé en combinaison avec des noms tels que “ loi ”, “ règlement ” et “ décision ” pour créer des collocations spécifiques à ce domaine.

appliquer → la loi, le règlement, la décision, une règle, les mesures.

La traduction en croate serait primijeniti. L'usage du verbe est le même qu'en français.

primijeniti → zakon, propise, odluke, mjere

Le verbe “ appliquer ” a un sens spécifique dans le domaine juridique qui se rapporte à l'application d'une loi, d'une sentence ou d'une peine. Il est souvent utilisé dans les contextes où il est nécessaire de mettre en œuvre les règles établies par la loi pour résoudre une situation juridique donnée.

En outre, le verbe “ appliquer ” est utilisé pour décrire les actions des autorités judiciaires et administratives pour mettre en œuvre les décisions prises, et pour décrire les actions des individus et des entreprises pour respecter les lois et les règles établies. Il est donc un verbe clé pour la description lexicographique de la langue juridique car il permet de comprendre les actions qui se déroulent dans ce domaine. Les termes dans les collocations avec le verbe appliquer montrent l'usage de verbe et son appartenance dans le domaine juridique.

Voici les exemples des collocations avec le verbe appliquer dans le domaine juridique :

appliquer la loi

appliquer une peine

appliquer une sentence

appliquer une amende

Par exemple :

- (1) Le juge a décidé d'appliquer la loi sur la protection de l'enfance dans ce cas.
- (2) Le tribunal a ordonné d'appliquer une peine de prison pour le coupable.
- (3) Le juge a statué qu'il fallait appliquer une amende pour non-respect des règles environnementales.

La première rubrique du verbe “ appliquer ” est un exemple du verbe dans le contexte spécialisé.

“Le juge a décidé d'appliquer la loi par l'intermédiaire du tribunal municipal.”

Dans ce cas, le verbe est présenté dans le contexte juridique. On a déjà dit que le premier Actant (Act1) signifie celui qui est à l'origine de l'action, dans ce cas il s'agit du “ juge ” ; le second actant (Act2) celui qui subit l'action – “ la loi ” ; et troisième actant – “ tribunal municipal ”. Le verbe “ appliquer ” peut avoir d'autres actants selon le contexte. Le verbe subit la forme suivante:

Act1 – le juge

Act2 - la loi

Act3 - tribunal municipal

Selon L'Homme, pour former la définition il faut simplement utiliser les actants cités en les déplaçant : Act1 (le juge) rend actif Act2 (la loi) à l'aide de Act3 (Tribunal municipal). La structure du verbe “ appliquer ” selon l'exemple serait Act1 appliquer Act2. Les actants ne sont pas toujours réalisés dans une phrase, le verbe “ appliquer ” peut donc avoir les actants qui sont impliqués mais pas exprimés, par exemple :

“ Le 1er janvier, 2001 : La loi a été appliquée aux travaux fédéraux, les entreprises telles que les banques, les compagnies. “

Dans ce cas, l'actant “ le juge qui a appliqué la loi ” est indispensable dans la signification de “ appliquer ”, mais n'est pas nécessaire dans la phrase pour comprendre que cette loi a été appliquée par le juge. Il est souvent utilisé dans des phrases passives, comme “ la loi est appliquée ” ou “ une sentence est appliquée ”, pour indiquer que l'action est effectuée par une autorité ou une institution.

5.2. Le verbe “ Plaider”

“ Plaider ” est un verbe spécialisé utilisé dans le domaine du droit qui signifie “ faire une défense en justice ”. Il décrit l'action de présenter les arguments et les preuves pour soutenir une position dans un procès. En droit judiciaire, le verbe “ plaider ” remplace le verbe “ ester ” toujours en usage dans le domaine de droit. Le verbe “ ester ” ne s'emploie qu'à l'infinitif et veut dire “ exercer une action en justice ”, “ comparaitre devant un tribunal pour y faire valoir ses droits ”. En un sens plus restreint, c'est “ d'agir en justice ”, “ tenter une action ”,

“ introduire une instance ou une demande ”⁸. Le terme “ ester en justice ” est toujours courant dans le vocabulaire juridique et dans les textes juridiques.

Lorsqu'un avocat plaide, il peut faire des déclarations verbales, soumettre des documents à la cour et interroger les témoins pour soutenir sa position. Le but de la plaidoirie est de convaincre le juge ou le jury que le point de vue de son client est le plus juste.

Il est souvent utilisé en combinaison avec des noms tels que : “ une cause ”, “ une affaire ”, “ un déni ”. La traduction croate du verbe peut varier. Voici les exemples :

plaider → une cause, non coupable, un procès.

braniti → slučaj, se na sudu (une cause, un procès)

izjasniti se → nevinim (non coupable)

Voici quelques collocations couramment utilisées avec le verbe “ plaider ” :

plaider coupable

plaider la cause

plaider devant un juge

plaider devant un jury

Par exemple:

- (1) L'accusé a plaidé coupable pour les charges de fraude fiscale qui pesaient sur lui.
- (2) L'avocat a plaidé la cause de son client, soutenant que la société était responsable des blessures subies par son client lors d'un accident de travail.
- (3) Le procureur a plaidé devant un juge, présentant des preuves tangibles pour soutenir sa position.
- (4) L'avocat de la défense a plaidé devant un jury, arguant que son client était innocent et que les preuves contre lui étaient insuffisantes.

Pour le classifier comme le verbe spécialisé, il faut d'abord le mettre dans le contexte juridique.

Voici l'exemple de la phrase:

- (1) L'avocat a plaidé la cause de son client.
- (2) L'accusé a plaidé non coupable pour les accusations de vol à main armée.
- (3) L'avocat de la défense a plaidé devant le jury

Dans les deux cas, le verbe “ plaider ” a été utilisé pour exprimer la défense. Dans le premier cas (1) l'Act1 est “ l'avocat ” tandis que l'Act2 est “ la cause ”. Dans le second exemple l'Act1 est “ l'accusé ”, Act2 “ non coupable ” et Act3 “ les accusations de vol à main ”. Dans l'exemple (3) Act1 est “ avocat ”, Act2 “ le jury ”. Ensuite, pour former la définition, nous allons déplacer les actants (2) : Act1 (l'accusé) exprime Act2 (non coupable) pour Act3 (accusation).

⁸ Jacques Picotte, Juridictionnaire pg 1416

Act1 – Accusé

Act2 – non coupable

Act3 – accusation

5.3. Le verbe “ acquitter ”

“ Acquitter ” est un verbe spécialisé parce qu’il n’est utilisé que dans le contexte juridique, donc dans le domaine juridique. Dans le site *juritravail*, nous pouvons trouver la définition de ce verbe qui dit “L’acquit est la mention figurant sur un écrit par lequel le créancier déclare avoir reçu la somme ou la prestation que le contrat mettait à la charge de son débiteur et dont ce dernier se trouve libéré. Il s’agit d’un acte unilatéral. Il constitue la preuve de la renonciation à toute action du chef de la créance acquittée : on dit que le débiteur est quitte ou encore qu’il s’est acquitté sa dette. Acquitter est le verbe qui correspond à ce substantif : on dit acquitter une dette.”⁹

“ Acquitter ” est un verbe en français qui signifie être déclaré innocent ou être libéré de toute obligation ou de tout engagement. Le verbe “ acquitter ” est souvent utilisé dans un contexte juridique pour décrire le résultat d’un procès, dans lequel un juge ou un jury décide que l’accusé n’est pas coupable des charges qui lui sont retenues.

Il est souvent utilisé en combinaison avec des noms tels que : “ une obligation ”, “ un droit ”, “ une caution ”, “ une amende ”, “ un impôt ”.

acquitter → une obligation, une dette, une caution, une amende, un impôt

ispuniti → obvezu (une obligation)

podmiriti/platiti → dug (une dette), jamstvo (une caution), kaznu (une amende), porez (un impôt)

Il peut être utilisé en combinaison avec d’autres mots pour former des collocations qui décrivent différents aspects du processus juridique. Voici quelques exemples de collocations courantes avec le verbe “ acquitter ” :

acquitter une dette

acquitter une facture

acquitter sa peine

acquitter une caution

Par exemple:

(1) Le débiteur a finalement acquitté sa dette envers le créancier.

⁹ Juritravail site officiel : <https://www.juritravail.com/informations-pratiques/lexique/acquitter> (consulté le 10 février 2023)

- (2) Le client a acquitté la facture pour les services reçus.
- (3) Le prisonnier a acquitté sa peine pour fraude et est maintenant libre.
- (4) Le suspect a été libéré sous caution après avoir acquitté la caution fixée par le juge.

Puisqu'il s'agit du verbe spécialisé, il est sûr que les termes dans le contexte font partie du domaine juridique. Voici l'exemple:

(1) On observe que la part des foyers fiscaux qui acquitte l'impôt sur le revenu ne cesse de baisser depuis des années.

L'exemple qui précède a montré des termes comme " foyers fiscaux ", " impôt ", " le revenu " qui font partie du domaine juridique autour du verbe " acquitter ". On peut donc en conclure que le verbe " acquitter " est un verbe spécialisé. Le premier actant (Act1) dans cet exemple serait " On " indiquant parlement puisqu'il s'agit de Parlement, le second actant (Act2) serait " foyers fiscaux ", Act3 " l'impôt ", Act4 " le revenu ".

6. FICHES TERMINOLOGIQUES

Pour procéder à l'extraction des termes, nous avons soumis notre texte de départ au logiciel *OneClick terms*, un outil qui analyse le texte et extrait tous les termes. Nous avons décidé de travailler à partir du français, la plupart des termes étant complexes. D'abord, il est nécessaire de diviser les termes et de choisir les termes du domaine en question (droit de santé, droit pénal). Pour déterminer domaine, sous-domaine et définition, nous avons utilisé *Juridictionnaire* et pour le contexte l'outil *Sketch Engine*. Pour déterminer la terminologie croate, le site le plus consulté est *Narodne novine*.

Les termes analysés sont: “ profession médicale ”, “ radiation ”, “ médecin-conseil ”, “ secret médical ”, “ sanction disciplinaire ”, “ interdiction d'exercer ”, “ partie plaignante ”, “ assurance maladie ”, “ agence régionale de santé ”, “ chambre disciplinaire de première instance ”, “ cour de cassation ”, “ huissier ”, “ le conseil national de l'Ordre des médecins ”, “ établissement social ou médico-social ”, “ union nationale des caisses d'assurance maladie ”, “ centre de santé ”, “ effet suspensif ”, “ désistement ”, “ procédure de conciliation ”, “ mise en demeure ”.

Profession médicale

Terme	profession médicale
Catégorie grammaticale	syntagme nominale
Domaine	droit
Sous domaine(s)	droit de la santé
Définition	Activité habituelle d'une personne habilitée à établir un diagnostic, donner des soins et formuler une prescription thérapeutique pour les malades.
Source de la définition	https://www.academie-medecine.fr/le-dictionnaire/index.php?q=profession+medical
Remarque linguistique	Le terme est utilisé le plus souvent au pluriel.
Hyperonyme	profession
Hyponymie	
Collocation	Partiquer une profession médicale Exercer une profession médicale Statut de la profession médicale

	Comportement de la profession médicale
Contexte du terme	“Au coeur de Carre de Soie quartier en plein développement - 15 000 nouveaux habitants et actifs sont prévus, Emplacement idéal profession médicale (une pharmacie et un médecin généraliste sont déjà prévu sur le site)”
Source du contexte	http://www.paragence.fr/fr/Villeurbanne_69/Achat_Local-commercial---bureau_0
Famille dérivationnelle	Professions médicales (pl.)
Équivalent	zdravstveni radnici

Naziv	zdravstveni radnici
Jezična odrednica	nominalna sintagma, m.r.jed.
Razredba	Pravo
Podrazredba	medicinsko pravo
Definicija	„osobe koje imaju obrazovanje zdravstvenog usmjerenja i neposredno u vidu zanimanja pružaju zdravstvenu zaštitu stanovništvu.“
Izvor definicije	https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2018_11_100_1929.html
Nadređeni naziv	Radnici
Kolokacije	prava zdravstvenih radnika obveze zdravstvenih radnika edukacija zdravstvenih radnika odgovornost zdravstvenih radnika regulacija zdravstvenih radnika
Kontekst	“Odgojiteljsko vijeće Članak 39. (1) Stručno tijelo dječjeg vrtića je odgojiteljsko vijeće. (2) Odgojiteljsko vijeće čine svi odgojitelji, stručni suradnici i zdravstveni radnici koji ostvaruju program predškolskog odgoja u dječjem vrtiću. (3)” http://www.zakon.hr/z/492/Zakon-o-pred%C5%A1kolskom-odgoju-i-naobrazbi
Izvedenice	zdravstveni radnik (singul.)
Istovrijednica	professions médicales

Radiation

Terme	radiation
Catégorie grammaticale	n.f.sing.
Domaine	droit
Sous domaine(s)	droit de la santé
Définition	Sanction disciplinaire d'ordre professionnel qui consiste à exclure un membre d'une profession libérale.
Source de la définition	https://www.cnrtl.fr/definition/radiation (Il n'existe pas d'autre définition dans le corpus juridique ou dans les dictionnaires spécialisés)
Hyperonime	sanction
Antonyme	inscription
Collocation	radiation du praticien radiation du contrat radiation d'assurance radiation d'employé
Contexte du terme	“Dès réception de cette demande écrite, le Conseil départemental procède à la radiation du praticien. Le Conseil départemental informe immédiatement l'ARS et la CPAM de la radiation à titre volontaire du praticien. Le dossier administratif du médecin est adressé au Conseil National pour archivage.” https://www.ordre-medecins-tarn.org/les-dossiers/radiation
Famille dérivationnelle	radiations pl.
Équivalent	brisanje (iz registra)

Naziv	brisanje (iz registra)
Jezična odrednica	ž.r.j.
Razredba	Pravo
Podrazredba	medicinsko pravo
Definicija	Disciplinska kazna stručne prirode koja se odnosi na oduzimanje licence za obavljanje slobodnog zanimanja.
Izvor definicije	Puisque il n'existe pas la définition en croate, la définition est traduit en croate.
Nadređeni naziv	Brisanje
Antonim	Upis
Kolokacije	brisanje iz registra zaposlenih brisanje iz registra poreznih obveznika brisanje iz registra kaznenih djela brisanje iz registra kaznenih djela
Kontekst	“Član može osnovom osobnog zahtjeva zatražiti brisanje iz Imenika liječnika. Zahtjevu za izdavanjem rješenja o brisanju iz Imenika liječnika potrebno je priložiti dokaz o plaćenju upravnoj pristojbi u iznosu od 35,00 kuna.” https://www.hlk.hr/brisanje-iz-imenika-lijecnika.aspx
Izvedenice	brisanja (mn.o)
Istovrijednica	radiation

Medecin-conseil

Terme	medecin-conseil
--------------	-----------------

Catégorie grammaticale	syntagme nominal, n.m. sing.
Domaine	droit
Sous domaine(s)	droit de la santé
Définition	Son rôle est d'accompagner l'évolution des pratiques des professionnels de santé et des assurés et la structuration des soins dans les territoires pour répondre aux enjeux de santé publique et de maîtrise des dépenses. Parmi ses qualités figurent la rigueur, l'autonomie et la pédagogie.
Source de la définition	https://assurance-maladie.ameli.fr/carrieres/metiers/efficacite-systeme-sante/medecin-conseil
Hyperonyme	Medecin
Collocation	consultation avec le le médecin conseil évaluation par le le médecin conseil collaboration avec le le médecin conseil décision du le médecin conseil contrôle du le médecin conseil
Contexte du terme	<p>“En pratique, le médecin conseil intervient auprès de différents publics de l'Assurance Maladie et sous différentes formes.”</p> <p>Dans le cadre de son rôle envers les assurés, il veille à la conformité, à la qualité et à la sécurité des soins proposés pour le remboursement, en collaboration avec les prescripteurs de soins et lors d'échanges personnalisés avec les assurés. Pour ce faire, il tient compte des particularités et des attentes des assurés, des professionnels de la santé et des employeurs.</p> <p>https://assurance-maladie.ameli.fr/carrieres/metiers/efficacite-systeme-sante/medecin-conseil</p>
Famille dérivationnelle	medecins-conseils (pl.)

Équivalent	zdravstveni radnik
-------------------	--------------------

Naziv	Zdravstveni radnik
Jezična odrednica	nominalna sintagma, m.r.j.
Razredba	Pravo
Podrazredba	medicinsko pravo
Definicija	Zdravstveni profesionalci su pojedinci koji su obrazovani u području zdravstva i svojim zanimanjem pružaju izravnu zdravstvenu skrb stanovništvu, uvijek se pridržavajući moralnih i etičkih načela struke zdravstva.
Izvor definicije	Zakon o zdravstvenoj zaštiti, članak 124., stavka 1.
Nadređeni naziv	radnik
Kolokacije	odgovornost zdravstvenog radnika edukacija zdravstvenog radnika kvalifikacija zdravstvenog radnika
Kontekst	Poduzeća koja se bave zdravstvenom djelatnošću i privatni zdravstveni pružatelji usluga kod kojih zdravstveni radnici obavljaju pripravnički staž, prate određeni obrazac u pogledu sadržaja, programa i načina polaganja stručnog ispita. Pripravnički staž je obavezno razdoblje obuke za zdravstvene radnike koji su dužni proći taj staž i položiti stručni ispit pred ispitnim povjerenstvom ministarstva. https://www.iusinfo.hr/zakonodavstvo/pravilnik-o-pripravnickom-stazu-zdravstvenih-radnika-1
Izvedenice	zdravstveni radnici, zdravstvena radnica
Istovrijednica	médecin-conseil

Secret medical

Terme	secret medical
Catégorie grammaticale	syntagme nominal, n.f.sing.
Domaine	droit
Sous domaine(s)	droit de la sante
Définition	l'ensemble des informations vous concernant porté à la connaissance du professionnel de santé. Cela inclut les informations que vous avez confiées, mais aussi tout ce qui a pu être vu, entendu, compris, voire interprété lors de l'exercice médical.
Source de la définition	https://www.france-assos-sante.org/66-millions-dimpatients/patients-vous-avez-des-droits/le-secret-medical/
Hyperonyme	Secret
Synonyme	secret professionnel
Collocation	violation du secret médical secret médical absolu obligation du secret médical secret médical et protection des donnees
Contexte du terme	“Chaque professionnel intervenant dans le système de santé (médecin, infirmière...) doit respecter le secret médical (secret professionnel). Cela signifie qu'un professionnel ayant des informations sur un patient ne doit pas les communiquer à d'autres personnes. Toutefois, il y a des situations où le secret médical peut être partagé ou levé. En cas de violation du secret professionnel, vous pouvez porter plainte et demander réparation du préjudice subi.” https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34302 (18.10.21.)
Famille dérivationnelle	secrets professionnels (pl.)
Équivalent	liječnička tajna

Naziv	liječnička tajna
Jezična odrednica	nominalna sintagma, m.r.j.
Razredba	medicinsko pravo
Podrazredba	zakon o liječništvu
Definicija	Sve što liječnik sazna o pacijentu koji mu se obrati za liječničku pomoć, a u vezi s njegovim zdravstvenim stanjem, mora čuvati kao liječničku tajnu i može je otkriti, ako posebnim zakonom nije drukčije propisano, samo uz odobrenje pacijenta, roditelja ili skrbnika za malodobne osobe, a u slučaju njegove psihičke nesposobnosti ili smrti, uz odobrenje uže obitelji, skrbnika ili zakonskog zastupnika.
Izvor definicije	https://www.zakon.hr/z/405/Zakon-o-lije%C4%8Dni%C5%A1tvu
Nadređeni naziv	Tajna
Sinonim	medicinska tajna
Kolokcaije	poštivanje liječničke tajne povjerljivost liječničke tajne kršenje liječničke tajne povjerljivost liječničke tajne
Kontekst	Zaštita povjerljivosti medicinskih informacija predstavlja ključni element medicinske etike koji je duboko ukorijenjen u povijesti. Očuvanje liječničke tajne nije samo zaštita privatnosti pojedinca, već i ključni čimbenik uspješnog liječenja, budući da povjerenje između pacijenta i liječnika igra ključnu ulogu. Može se zaključiti da medicina ne može postojati bez povjerenja, a povjerenje ne može postojati bez povjerljivosti. Osobe koje pate od mentalnih poremećaja i dalje su suočene s stigmatizacijom, čak i u suvremenom društvu, što ih čini posebno osjetljivom skupinom pacijenata u području psihijatrije. https://hrcak.srce.hr/index.php?show=clanak&id_clanak_jezik=195771

Izvedenice	liječničke tajne (pl.)
Istovrijednica	secret medical

Sanction disciplinaire

Terme	sanction disciplinaire
Catégorie grammaticale	syntagme nominal n.f.sing.
Domaine	droit penal
Sous domaine(s)	droit penal medical
Définition	constitue une sanction toute mesure, autre que les observations verbales, prise par l'employeur à la suite d'un agissement du salarié considéré par l'employeur comme fautif, que cette mesure soit de nature à affecter immédiatement ou non la présence du salarié dans l'entreprise, sa fonction, sa carrière ou sa rémunération
Source de la définition	L'article 11331-1 du code du travail
Hyperonime	Sanction
Hyponime	<p>un avertissement ;</p> <p>un blâme ;</p> <p>une interdiction d'exercice de la médecine avec ou sans sursis pouvant aller jusqu'à 3 ans ;</p> <p>la radiation du Tableau de l'Ordre, c'est-à-dire l'interdiction totale d'exercer la médecine.</p>
Antonyme	
Collocation	sanction disciplinaire pour harcèlement

	subir une sanction disciplinaire prononcer une sanction disciplinaire choisir la sanction disciplinaire
Synonyme	peine disciplinaire
Contexte du terme	“La Chambre disciplinaire de première instance est présidée par un magistrat administratif et les assesseurs sont des médecins élus. L’audience devant la chambre disciplinaire de première instance peut donner lieu au rejet de la plainte ou à la condamnation d’un médecin. En cas de condamnation, plusieurs sanctions peuvent être prononcées : avertissement, blâme, interdiction d’exercice avec ou sans sursis, ou radiation.” https://www.avibitton.com/droit-penal/procedure-disciplinaire-des-medecins/
Famille Dérivationnelle	sanctions disciplinaires (pl.)
Équivalent	disciplinske mjere

Naziv	disciplinske mjere
Jezična odrednica	nominalna sintagma, m.r.mn.
Razredba	medicinsko pravo
Podrazredba	medicinsko kazneno pravo
Definicija	Disciplinska mjera mogla bi se označiti kao određena sankcija protiv određenog počinitelja disciplinskog djela, koja se sastoji u određenom moralnom djelovanju ili ograničavanju ili oduzimanju prava i položaja ili svojstva radnika, a za čije je izricanje nadležno određeno disciplinsko tijelo.
Izvor definicije	Dedić i dr., Radno pravo, Sarajevo, Pravni fakultet, 2005., str. 326. (Juras, Disciplinska odgovornost liječnika, str. 638)

Nadređeni naziv	Mjera
Podređeni naziv	lakše disciplinske mjere : opomena i novčana kazna teže disciplinske mjere : ukor, javni ukor, novčana kazna, privremeno oduzimanje odobrenja za samostalan rad od mjesec dana do godinu dana, trajno oduzimanje odobrenja za samostalan rad, privremeno ili trajno ograničenje opsega odobrenja za samostalan rad
Antonim	
Sinonim	disciplinske sankcije
kolokacije	podnošenje disciplinskih sankcija vrsta disciplinske sankcije strogoća disciplinske sankcije izricanje disciplinskih sankcija izdržavanje disciplinskih sankcija izvršenje disciplinskih sankcija
Kontekst	“Obveza čuvanja liječničke tajne jedan je od osnovnih instituta medicinske deontologije čiji nastanak seže u daleku prošlost. To je i razumljivo jer se institucijom liječničke tajne štiti ne samo privatnost pojedinca, već i uspješno liječenje koje bez odnosa povjerenja između pacijenta i liječnika ne bi bilo moguće. Može se reći da medicine nema bez povjerenja, a povjerenja nema bez tajni. Stigmatizacija osoba koje pate od duševnih poremećaja, prisutna još uvijek i u suvremenom društvu, čini psihijatrijske pacijente posebno ranjivom skupinom.” Grozđanić Velinka, Škorić Marissabell, Rittossa Dalida,2014., str. 833
Izvedenice	disciplinska mjera (singul.)
Istovrijednica	sanction disciplinaire

Interdiction d'exercer

Terme	interdiction d'exercer
Catégorie grammaticale	syntagme nominal n.m.sing + verbe
Domaine	droit penal
Sous domaine(s)	droit penal medical
Définition	soit d'exercer une fonction publique ou d'exercer l'activité professionnelle ou sociale dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de laquelle l'infraction a été commise, soit d'exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d'administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale.
Source de la Définition	1° de l'article L. 8224-3 du code du travail
Hyperonyme	Interdiction
Hyponime	interdiction temporaire d'exercer interdiction définitive d'exercer
Collocations	interdiction d'exercer une profession prononcer interdiction d'exercer durée de l'interdiction d'exercer motif d'interdiction d'exercer
Contexte du terme	<p>“Conformément à l'article L.4163-5 du code de la santé publique, il est interdit d'exercer la médecine sous un pseudonyme.</p> <p>Un médecin qui se sert d'un pseudonyme pour des activités se rattachant à sa profession est tenu d'en faire la déclaration au conseil départemental de l'ordre.”</p>

	https://www.conseil-national.medecin.fr/code-deontologie/lexercice-profession-art-69-108/1-regles-communes-modes-dexercice-art-69-84-5 (18.10.21.)
Équivalent	zabrana obavljanja djelatnosti

Naziv	zabrana obavljanja djelatnosti
Jezična odrednica	nominalna sintagma, imenica ž.r.j. + imenica sr.rod.jed. + imenica ž.r.mn.
Razredba	zakonski propisi
Podrazredba	kazneno pravo
Definicija	Sigurnosnu mjeru zabrane potpunog ili djelomičnog obavljanja određene dužnosti ili djelatnosti u trajanju od jedne do deset godina računajući od izvršnosti sudske odluke sud će izreći počinitelju koji je kazneno djelo počinio u obavljanju dužnosti ili djelatnosti ako postoji opasnost da će zlouporabom te dužnosti ili djelatnosti ponovno počiniti kazneno djelo.
Izvor definicije	https://zakonipropisi.com/hr/zakon/kazneni-zakon/71-clanak-zabrana-obavljanja-odredjene-duznosti-ili-djelatnosti
Nadređeni naziv	Zabrana
Podređeni naziv	privremena zabrana obavljanja djelatnosti trajna zabrana obavljanja djelatnosti
Kolokacije	trajanje zabrane obavljanja djelatnosti izreći zabranu obavljanja djelatnosti odrediti zabranu obavljanja djelatnosti razlozi zabrane obavljanja djelatnosti zaštitna mjera zabrane obavljanja djelatnosti sigurnosne mjere zabrane obavljanja djelatnosti posljedice zabrane obavljanja djelatnosti

Kontekst	<p>“Inspektori rada su donijeli ukupno 133 rješenja, od kojih 74 usmena rješenja privremene zabrane obavljanja djelatnosti . Inspektori zaštite na radu obavili su nadzore kod 473 poslodavca, od čega 13 povodom ozljeda na radu. Zbog povreda propisa donijeli su 149 rješenja o otklanjanju nezakonitosti i o zabranama korištenja sredstava rada, te 75 optužnih prijedloga nadležnim sudovima.”</p> <p>https://mint.gov.hr/vijesti/dzs-turisticki-promet-u-nekomercijalnim-smjestajnim-objektima-kongresi-i-poslovni-skupovi/8939</p>
Izvedenice	zabrane obavljanja djelatnosti (pl.)
Istovrijednica	interdiction d'exercer

Partie plaignante

Terme	partie plaignante
Catégorie grammaticale	syntagme n.f. sing. + adj.f.sing.
Domaine	droit penal
Sous domaine(s)	droit pénal medical
Définition	On entend par partie plaignante le lésé qui déclare expressément vouloir participer à la procédure pénale comme demandeur au pénal ou au civil.
Source de la définition	https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2010/267/fr#art_118
Hyperonime	partie, lésé
Antonyme	partie défenderesse
Synonyme	plaignante, accusateur
Collocation	le témoignage de la partie plaignante autoriser la partie plaignante la qualité de la partie plaignante
Contexte du terme	“Se fondant sur l'article 6 § 1 de la Convention, il soutenait que le conseil national de l'Ordre ne pouvait être partie plaignante en première instance puis juridiction d'appel, conformément au principe selon lequel l'on ne peut être juge et partie.” https://denistouret.fr/

Famille dérivationale	parties plaignantes (pl.)
Équivalent	Tužitelj

Naziv	Tužitelj
Jezična odrednica	m.r.j.
Razredba	kazneno pravo
Podrazre dba	medicinsko kazneno pravo
Definicija	(1) Stranka u praničkom postupku (2) Tužitelj je osoba koja u svoje ime, odn. u čije se ime zahtijeva od suda da pruži zaštitu određenoga sadržaja pravima za koja se tvrdi da su ugrožena ili da su povrijeđena.
Izvor definicije	(1) (Pravni leksikon, Leksikografski savez Miroslav Krleža, 2006 :1641) (2) https://www.enciklopedija.hr/natuknica.aspx?id=46754 (19.10.21.)
Nadređen i naziv	građanin, pravna osoba
Podređen i naziv	državni tužitelj
Antonim	tužbenik
Kolokacij e	tužitelj se zalaže tužitelj osporava tužitelj zaključuje odluku koju je donio tužitelj oštećenik kao tužitelj punomoćnik tužitelja
Kontekst	“Zahtjev je osnovan kad sud na temelju utvrđenog činjeničnog stanja (činjenica koje je sud utvrdio i za koje drži da su važne za primjenu prava radi donošenja

	odluke) primjenom mjerodavne norme materijalnog prava dolazi do zaključka o osnovanosti traženja tužitelja na pravnu zaštitu određenog sadržaja, odnosno do zaključka o opravdanosti izricanja presude čije je donošenje tužitelj predložio.” <u>http://pak.hr/cke/obrazovni%20materijali/Sadr%C5%BEaja%20i%20izrada%20sudskih%20odluka.pdf</u> (19.10.21.)
Izvedenice	Tužitelji
Istovrijednica	partie plaignante

Assurance maladie

Terme	assurance maladie
Catégorie grammaticale	syntagme nominal n.f.sing + n.f.sing.
Domaine	droit de la santé
Sous domaine(s)	protection social
Définition	L'Assurance maladie est un terme générique englobant l'ensemble des dispositifs chargés d'assurer un individu face à des risques liés à la maladie, aux accidents du travail, à l'invalidité, à la maternité et au décès.
Source de la définition	https://www.previssima.fr/lexique/assurance-maladie.html (19.10.21.)
Hyperonyme	Assurance
Hyponime	assurance maladie obligatoire (AMO), Assurance maladie complémentaire (AMC)
Collocations	carte d'assurance maladie remboursement de l'assurance maladie fraude de l'assurance maladie taux de cotisation d'assurance maladie réforme de l'assurance maladie
Contexte du terme	“En France, c'est en règle générale le principe du remboursement des coûts qui s'applique. Cela signifie que le patient paie la prestation fournie au

	<p>professionnel de santé. Il présente à ce dernier sa carte vitale, qui contient les informations liées à l'assurance. La caisse d'assurance maladie et la caisse complémentaire (mutuelle) sont alors automatiquement informées de l'acte réalisé et procèdent au remboursement des frais au patient. Lorsqu'il est impossible d'utiliser la carte vitale, le professionnel de santé établit une feuille de soins que le patient envoie à sa caisse d'assurance maladie et à sa mutuelle. Dans certaines situations, le patient ne procède pas au paiement d'avance (système du tiers-payant) et règle uniquement la partie restant à sa charge (en fonction de l'acte et de la situation personnelle du patient, ce reste à charge peut même être nul).”</p> <p>https://www.infobest.eu/fr/themes/article/securite-sociale/assurance-maladie-en-france</p>
Équivalent	zdravstveno osiguranje

Naziv	zdravstveno osiguranje
Jezična odrednica	nominalna sintagma, pridjev sr.r.j. + imenica s.r.jed.
Razredba	javno zdravstvo
Podrazredba	zdravstvena zaštita
Definicija	Sustav pravnih propisa i mjera kojima se uređuje zaštita stanovništva od zdravstvenih rizika te način financiranja zdravstvene zaštite.
Izvor definicije	Pravni lekikon, Lekiskografski zavod Miroslav Krleža, 2006 : 1843
Nadređeni naziv	osiguranje
Podređeni naziv	obvezno osiguranje, dopunsko osiguranje
Kolokacije	dopunsko zdravstveno osiguranje privatno zdravstveno osiguranje

	<p>zdravstveno osiguranje za djecu</p> <p>pravo na zdravstveno osiguranje</p> <p>koristiti zdravstveno osiguranje</p> <p>ugovor o zdravstvenom osiguranju</p>
Kontekst	<p>“Široke razine zdravstvenog osiguranja obično imaju veće troškove premije , U mnogim slučajevima, osiguranik je odgovoran za plaćanje svog zdravstvenog pružatelja usluga unaprijed, porezno priznati iznos pod nazivom co-platiti. Zdravstveno osiguranje tada može nadoknaditi pružatelje zdravstvenih usluga izravno ili nadoknaditi nositelje police na temelju preostalog dijela dostavljenog računa.”</p> <p><u>https://hr.mfginvest.com/health-insurance</u> (19.10.21.)</p>
Izvedenice	zdravstvena osiguranja (pl.)
Istovrijednica	assurance maladie

Agence régionale de sante

Terme	agence régionale de santé
Catégorie grammaticale	syntagme nominal, n.f.sing + adj f.sing. + prep. + n.f.sing.
Domaine	droit de la santé
Sous domaine(s)	santé publique
Définition	des établissements publics, autonomes moralement et financièrement, placés sous la tutelle des ministères chargés des affaires sociales et de la santé qui définissent et mettent en œuvre la politique de santé en région, au plus près des besoins de la population.
Source de la définition	<u>https://www.ars.sante.fr/quest-ce-quune-agence-regionale-de-sante</u>

Hyperonime	Agence
Synonyme	ARS (acronyme)
Collocation	personnels de l'Agence régionale de santé les coordonnées de l'Agence Régionale de santé contrôle sanitaire de l'Agence régionale de santé
Contexte du terme	“L’Agence régionale de santé a pour mission de mettre en place la politique de santé dans la région. Elle est compétente sur le champ de la santé dans sa globalité, de la prévention aux soins, à l’accompagnement médico-social. Son organisation s’appuie sur un projet de santé élaboré en concertation avec l’ensemble des professionnels et des usagers, dans un souci d’efficacité et de transparence.” Profil officiel de l’Agence régionale de santé sur Linkdln, about us.
Famille Dérivationnelle	agences régionales de santé
Équivalent	Francuska regionalna zdravstvena agencija

Naziv	Francuska regionalna zdravstvena agencija
Jezična odrednica	nominalna sintagmama pridjev, ž.r.j. + pridjev, ž.r.j. + pridjev, ž.r.j. + imenica ž.r.j.
Razredba	medicinsko pravo
Podrazredba	javno zdravstvo
Definicija	Skup javnih ustanova, moralno i financijski neovisne pod upravom francuskog ministarstva zdravstva, koji odlučuju te provode regionalnu politiku zdravstva, što više prilagođenu stanovnicima.
Izvor definicije	https://www.agramlife.hr/rjecnik-pojmova/ (Il n'existe pas d'autre définition dans le corpus juridique ou dans les dictionnaires juridiques)
Kontekst	

Nadređeni naziv	zdravstvena agencija
Kolokacije	misija Francuske regionalne zdravstvene agencije
Istovrijednica	Agence regionale de santé

7.10. Chambre disciplinaire de premiere instance

Terme	Chambre disciplinaire de premiere instance
Catégorie grammaticale	syntagme nominal n.f.sing + adj. f.sing + prop. + adj. f.sing + n.f.sing
Domaine	droit pénal
Sous domaine(s)	droit pénal medical
Définition	est une juridiction administrative spécialisée qui a seule compétence pour statuer, en premier ressort, sur les plaintes visant des médecins en raison de manquements à la déontologie médicale. Elle n'est compétente que pour connaître des infractions aux dispositions du code de déontologie médicale.
Source de la définition	https://www.bnds.fr/dictionnaire/chdpi.html (20.10.21.)
Hyperonyme	juridiction administrative
Collocation	procédure devant la chambre disciplinaire de première instance la Chambre disciplinaire de première instance est présidée conditions de saisine de la chambre disciplinaire de première instance
Contexte du terme	<p>“Selon le rapport d’activité de la juridiction ordinale, publié le 26 décembre 2019, sur l’année 2018, 1 402 affaires ont été jugées par les chambres disciplinaires de premières instances (1 319 en 2017)[1] : c’est dire le nombre important des plaintes qui peuvent être déposées contre un médecin.</p> <p>La plupart du temps, il s’agit des plaintes émanant des patients, de confrères, du Service médical...</p> <p>Une plainte disciplinaire ne doit jamais être négligée par le praticien en soi car elle peut conduire à des sanctions extrêmement lourdes, mais en outre car elle</p>

	peut s’inscrire dans tout un ensemble de procédures à son encontre (procédures civiles et pénales).” https://www.ah-avocats.fr/professionnels-de-sante/medecins-generalistes/guide-pratique-de-la-procedure-disciplinaire-a-lattention-des-medecins-et-des-chirurgiens/ (20.10.21.)
Famille dérivationnelle	Chambres Disciplinaires de première instance (pl.)
Équivalent	Vijeće komore za postupke prvog stupnja

Naziv	Chambre disciplinaire de première instance (Vijeće Komore za prvostupanjske postupke)
Jezična odrednica	nominalna sintagma imenica sr.r. j. + imenica ž.r.j. + pridjev m.r.j. + imenica m.r.jed.
Razredba	kazneno pravo
Podrazredba	medicinsko kazneno pravo
Definicija	spcijalizirano sudsko tijelo Francuske liječničke komore koje odlučuje o prvostupanjskim tužbama protiv liječnika zbog kršenja medicinske etike i deontologije.
Izvor definicije	traduit de français.
Kontekst	(l’usage de ce terme n’existe pas dans le contexte croate.)
Nadređeni naziv	Vijeće komore
Kolokacije	
Istovrijednica	Chambre disciplinaire de première instance

Cour de Cassation

Terme	Cour de Cassation
Catégorie grammaticale	syntagme nominal n.m.sing + prep. + n.f.sing.

Domaine	droit penal
Sous domaine(s)	procedure civile/penal
Définition	Juridiction placée au sommet de la hiérarchie pour les juridictions civiles et pénales de l'ordre judiciaire.
Source de la définition	Lexique des termes juridiques 2017-2018, Dalloz, pg. 625
Hyperonyme	autorité administrative ou publique indépendante
Collocation	procédure devant la Cour de cassation chambre civile de la Cour de cassation pouvoirs de la Cour de cassation décisions de la Cour de cassation
Contexte du terme	<p>“La Chambre criminelle de la Cour de Cassation désavoue la Cour d’appel et confirme le non-lieu prononcé en première instance à l’encontre du médecin, au motif que les membres du service d’éducation spéciale et de soins à domicile (dont une psychologue), l’assistante sociale de secteur, le directeur de l’école et l’institutrice spécialisée du mineur “ étaient tous tenus au secret professionnel par application des dispositions, pour les premiers, de l’article L221-6 du code de l’action sociale et des familles, pour les deux derniers, de l’article 26 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires “, et que l’objet de la réunion était d’évaluer la situation d’un mineur et de déterminer les actions de protection et d’aide dont lui et sa famille pouvaient bénéficier.”</p> <p>https://www.lagazettedescommunes.com/763384/la-cour-de-cassation-relance-le-debat-sur-le-secret-professionnel-des-fonctionnaires/ (22.10.21.)</p>
Équivalent	Kasacijski sud

Naziv	Kasacijski sud
Jezična odrednica	nominalna sintagma pridjev m.r.jed. + imenica m.r.jed.
Razredba	kazneno pravo
Podrazredba	parnični postupak

Definicija	najviši sud u pravosudnom sustavu nekih država koje primjenjuju kasacijski postupak; ukida presudu i vraća predmet žalbenom sudu na ponovno suđenje.
Izvor definicije	https://proleksis.lzmk.hr/30325/
Nadređeni naziv	administrativna uprava, sud
Kolokacija	presuda kasacijskog suda posupak pred kasacijskim sudom uloga kasacijskog suda
Kontekst	<p>“Dana 28. listopada 2010. godine, Kasacijski sud odbacio je žalbu kao nedopuštenu, pozivajući se na čl. 366bis Zakona o parničnom postupku koji zahtjeva da žalbeni razlozi moraju biti navedeni jer će u suprotnom doći do odbacivanja žalbe. Podnositelj je naknadno podnio zahtjev za podnošenje revizije koji je proglašen nedopuštenim.”</p> <p>https://uredzastupnika.gov.hr/UserDocsImages/dokumenti/PREGLED%20PRAKSE/PREGLED%203_16.pdf</p>
Istovrijednica	Cour de cassation

Huissier

Terme	Huissier
Catégorie grammaticale	Nom
Domaine	Droit
Sous domaine(s)	droit administratif
Définition	officier ministériel ayant pour charge de constater des faits, de signifier les actes de procédure et de mettre à exécution les décisions de justice et les actes authentiques ayant force exécutoire.
Source de la Définition	https://www.cnrtl.fr/definition/huissier (25.10.21.)
Hyperonyme	officier ministériel

Hyponime	huissier audiencier huissier preneur huissier à verges
Synonyme	huissier de justice
Collocation	union internationale des huissiers rapport de l'huissier les prestations des huissiers
Contexte du terme	<p>“De nos jours, les huissiers de justice sont en France des Officiers ministériels qui, étant titulaires d'une charge, remplissent une tâche de service public. Le décret n°2016-661 du 20 mai 2016 qui modifie les anciennes dispositions notamment le décret n°75-770 du 14 août 1975, a fixé les nouvelles modalités de création et de transfert des offices et il a substitué à l'ancien régime de leur organisation, le principe de la liberté d'installation contrôlée. Sous réserve des diverses dispositions transitoires, le texte est entré en vigueur le lendemain de sa publication. L'huissier est soumis au contrôle du Ministère de la Justice, représenté par le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire qui siège au lieu où l'huissier a son étude.”</p> <p>https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/huissier.php <u>Dictionnaire juridique (dictionnaire-juridique.com)</u></p>
Équivalent	sudski izvršitelj

Naziv	sudski izvršitelj
Jezična odrednica	pridjev m.r., im. M.r.
Razredba	Pravo
Podrazredba	upravno pravo
Nadređeni naziv	administrativna uprava, sud
Podređeni naziv	prvo građansko vijeće

	<p>drugo građansko vijeće</p> <p>treće građansko vijeće</p> <p>komercijalno vijeće</p> <p>vijeće rada</p> <p>kazneno vijeće</p>
Kolokacije	<p>odluke sudskog izvršitelja</p> <p>uloga sudskog izvršitelja</p> <p>odgovornost sudskog izvršitelja</p>
Kontekst	<p>“Dana 28. listopada 2010. godine,</p> <p>Kasacijski sud odbacio je žalbu kao nedopuštenu, pozivajući se na čl. 366bis Zakona o parničnom postupku koji zahtjeva da žalbeni razlozi moraju biti navedeni jer će u suprotnom doći do odbacivanja žalbe. Podnositelj je naknadno podnio zahtjev za podnošenje revizije koji je proglašen nedopuštenim.”</p> <p>https://uredzastupnika.gov.hr/UserDocsImages/dokumenti/PREGLED%20PRAKSE/PREGLED%203_16.pdf</p>
Izvedenice	sudski izvršitelji (pl.)
Istovrijednica	cour de cassation

Le conseil national de l'Ordre des medecins

Terme	Le conseil national de l'Ordre des medecins
Catégorie grammaticale	n.m.sing. + adj. m. sing. + article partitif + nom m.sing. + preposition + n.m.pl.
Domaine	droit de la santé
Sous domaine(s)	santé publique
Définition	Le Conseil national de l'Ordre des médecins apporte sa contribution éthique et déontologique à l'évolution de la santé.
Source de la définition	https://www.conseil-national.medecin.fr/

Hyperonime	le conseil national
Hyponime	la section Éthique et Déontologie la section Exercice professionnel la section Formation et Compétences Médicales la section Santé Publique et Démographie Médicale
Collocation	rôle du Conseil national de l'Ordre des médecins fonctionnement du Conseil national de l'Ordre des médecins election du Conseil National de l'Ordre des
Contexte du terme	“Après l’ordre des chirurgiens-dentistes en 2016 et celui des masseurs kinésithérapeutes en 2017, la Cour des comptes a contrôlé le conseil national de l’ordre des médecins (CNOM), 46 conseils départementaux (sur 101) et les 24 conseils régionaux.” https://www.ccomptes.fr/fr/publications/lordre-des-medecins
Équivalent	nacionalno zdravstveno vijeće

Naziv	nacionalno vijeće liječničke komore
Razredba	Pravo
Podrazredba	zdravstvena zaštita
Definicija	Komora štiti prava i zastupa interese liječnika, unapređuje liječničku djelatnost, brine se o ugledu liječnika i o pravilnom obavljanju liječničkog zvanja.
Izvor definicije	https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2004_04_47_1096.html
Nadređeni naziv	nacionalno vijeće
Podređeni naziv	odjel za etiku i deontologiju odjel za obavljanje prakse I odjel za obuku i liječničku skrb odjel za javno zdravstvo i medicinsku demografiju
Kolokacije	uloga Nacionalnog vijeća liječničke komore disciplinske sankcije Nacionalnog vijeća liječničke komore

	organizacija Nacionalnog vijeća liječničke komore
Kontekst	<p>“Također može navesti svoje titule, diplome i funkcije koje joj priznaje Nacionalno vijeće Komore, odlikovanja koja joj je dodijelila Francuska Republika kao i bilo koji drugi navod, vodeći računa o preporukama Nacionalnog vijeća po tom pitanju.”</p> <p>Uredba br. 2020-1661 od 22. prosinca 2020. o izmjeni Etičkog kodeksa primalja i o njihovoj profesionalnoj (2020 : 2) komunikaciji</p>
Istovrijednica	Conseil national de l'Ordre des medecins

Établissement social ou médico-social

Terme	établissement social ou médico-social
Catégorie grammaticale	syntagme nominal n.m.sing + adj. m.sing. + adj.m.sing + adj.m.sing
Domaine	droit de la santé
Sous domaine(s)	santé publique
Définition	est un établissement public ou privé relevant de la politique sociale en France. Les services sociaux et équipements sociaux sont soumis aux mêmes réglementations.
Source de la définition	http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/%C3%89tablissement%20social%20ou%20m%C3%A9dico-social%20en%20France/fr-fr/
Hyperonime	établissement public établissement privée
Hyponime	<ul style="list-style-type: none"> - établissement social et médico-social national - établissement social et médico-social départemental - établissement social et médico-social interdépartemental - établissement social et médico-social communal - établissement social et médico-social intercommunal - établissement médico-social local
Collocations	projet d'établissement social ou médico-social évaluation d'établissement social ou médico-social

	financement d'établissement social ou médico-social
Contexte du terme	<p>“Les établissements d'hébergement pour personnes âgées regroupent plusieurs types d'établissements médico-sociaux ou de santé qui accueillent des personnes âgées. On peut distinguer trois grands types :</p> <p>Les logements-foyers qui sont des groupes de logements autonomes assortis d'équipements ou de services collectifs dont l'usage est facultatif”</p> <p>https://ressources.anap.fr/numerique/publication/1895-le-secteur-medico-social-comprendre-pour-agir-mieux/2805-les-etablissements-d-hebergement-pour-personnes-agees-dependantes-ehpad</p>
Famille dérivationnelle	établissements médico-sociaux (pl.)
Équivalent	centar za socijalno-medicinsku skrb
Naziv	centar za socijalno-medicinsku skrb
Jezična odrednica	imenica m.r.j. + pridjev ž.r.j + pridjev ž.r.j.
Razredba	Medicina
Podrazredba	zdravstvena zaštita
Definicija	javna ili privatna institucija koja podliježe socijalnoj politici Francuske. Socijalne ustanove podliježu istim propisima.
Izvor definicije	Traduit de français.
Nadređeni naziv	javna institucija privatna institucija
Podređeni naziv	<ul style="list-style-type: none"> - nacionalna socijalno medicinska ustanova - regionalna socijalno medicinska ustanova - među-regionalna socijalno medicinska ustanova - općinska socijalno medicinska ustanova - međuopćinska socijalno medicinska ustanova - lokalna socijalno medicinska ustanova
Kolokacije	korisnik centra socijalno-medicinske ustanove

	pravilnik o radu centra socijalno-medicinske ustanove
Izvedenice	centri za socijalno-medicinsku skrb
Istovrijednica	établissement social ou médico-social

Union nationale des caisses d'assurance maladie

Terme	Union nationale des caisses d'assurance maladie
Catégorie grammaticale	n.f.sing + adj.f.sing + prep. + n.f.pl. + n.f.sing
Domaine	protection sociale
Sous domaine(s)	la santé et la sécurité des travailleurs
Définition	est un établissement public national à caractère administratif. Elle est soumise au contrôle des autorités compétentes de l'Etat. Elle a pour rôle, dans le respect des objectifs de la politique de santé et des plans et programmes de santé qui en résultent ainsi que des objectifs fixés par les lois de financement de la sécurité sociale.
Source de la définition	https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006073189/LEGISCTA000006156038/
Hyperonyme	union national
Synonyme	UNCAM (acronyme)
Collocations	la création de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie le rôle de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie
Contexte du terme	“L0e rôle des caisses nationales d’assurance maladie ne s’arrête cependant pas à celui d’animateur de la vie conventionnelle. Elles jouent également un rôle majeur de régulateur des dépenses de santé par le biais des politiques de maîtrise médicalisée.” https://www.vie-publique.fr/fiches/37930-caisses-nationales-et-primaires-dassurance-maladie-et-regulation
Équivalent	Francuska nacionalna unija fondova zdravstvenog osiguranja

Naziv	Francuska nacionalna unija fondova zdravstvenog osiguranja
--------------	--

Jezična odrednica	Pridjev ž.r.jed. + pridjev ž.r.jed +imenica ž.r. jed. +imenica m.r.mn. +pridjev sr.r.jed. +im. sr.r.jed.
Razredba	socijalna zaštita
Podrazredba	zaštita na radu
Definicija	Francuska nacionalna javna, administrativna ustanova pod upravom nadležnih državnih tijela, a čija je uloga poštivanje politiku zdravstva i zdravstvenih planova i programa, kao i ciljeva koji proizlaze iz zakona o financiranju socijalne sigurnosti. (traduit de français.)
Remarque linguistique	traduit de français.
Nadređeni naziv	nacionalna unija
Kolokacije	
Kontekst	<p>“Uzimajući u obzir Dekret br. 2020-1090 od 25. kolovoza 2020. o različitim mjerama upravljanja zdravstvenim proizvodima, a posebno njezin članak 3.;</p> <p>Uzimajući u obzir mišljenje Nacionalnog fonda za zdravstveno osiguranje;</p> <p>Uzimajući u obzir mišljenje Središnjeg vijeća uprave poljoprivrednog fonda socijalnog osiguranja za uzajamnu pomoć;</p> <p>Uzimajući u obzir mišljenje Vijeća Nacionalne unije fondova zdravstvenog osiguranja”</p> <p>https://ec.europa.eu/growth/tools-databases/tris/es/index.cfm/search/?trisaction=search.detail&year=2021&num=120&dLang=HR</p>
Istovrijednica	Union nationale des caisses d'assurance maladie

Centre de sante

Terme	centre de santé
Catégorie grammaticale	sintagme nominale nom f.s.+nom f.s.
Domaine	question sociale

Sous domaine(s)	sante publique
Définition	<p>des structures qui répondent en de multiples points à la transformation de l'organisation de l'offre de soins de ville, dite aussi ambulatoire.</p> <p>Les centres de santé sont créés et gérés par des organismes à but non lucratif, des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale, des établissements publics de santé, des personnes morales gestionnaires d'établissements privés de santé, à but non lucratif ou à but lucratif, des sociétés coopératives d'intérêt collectif.</p>
Source de la définition	https://www.fnccs.org/qu-est-ce-qu-un-centre-de-sante
Hyperonyme	institution medicale
Hyponime	<p>centre de sante mono-professionnel</p> <p>centre de sante pluri-professionnels</p> <p>centres de santé polyvalents (consultation de médecine, actes de radiologie, soins dentaires, spécialistes, paramédicaux, etc)</p> <p>centres de santé médicaux,</p> <p>centres de santé dentaires,</p> <p>centres de santé infirmiers.</p>
Synonyme	Ambulatoire
Collocations	<p>Projet de centre de santé</p> <p>Financement de centre de santé</p> <p>Consultation médicale au centre de santé</p>
Contexte du terme	<p>“Les centres de santé doivent élaborer un projet de santé attestant de leur exercice coordonné qu'ils transmettent à l'agence régionale de santé (ARS) en même temps que leur règlement intérieur. Ils sont appelés à conclure avec l'ARS un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens préalablement à tout versement d'une aide financière par l'agence. On compte plus de 2200 centres de santé (dont 455 pluriprofessionnels). A l'exception des centres de soins infirmiers, ils sont implantés majoritairement en milieu urbain.”</p>
Famille dérivationnelle	centres de santé (pl.)

Équivalent	Francuska nacionalna unija fondova zdravstvenog osiguranja
-------------------	--

Naziv	dom zdravlja
Jezična odrednica	sintagme nominal (n.m.s.+adj.m.s.)
Razredba	društveno pitanje
Podrazredba	javno zdravstvo
Definicija	zdravstvena ustanova za pružanje zdravstvene zaštite stanovništvu određenog područja u sklopu zdravstvene djelatnosti na primarnoj razini.
Izvor definicije	https://www.zakon.hr/z/190/Zakon-o-zdravstvenoj-za%C5%A1titi
Nadređeni naziv	zdravstvena ustanova
Kolokacije	pregled u domu zdravlja financiranje doma zdravlja osoblje doma zdravlja prevencija bolesti u domu zdravlja usluge doma zdravlja program rada doma zdravlja
Kontekst	“Za pregled kod obiteljskog liječnika ili za izdavanje lijeka po receptu građani bez dopunskog osiguranja plaćaju po 10 kuna. Bitno je napomenuti kako je velika većina hrvatskih osiguranika oslobođena plaćanja participacije budući posjeduju dopunsko zdravstveno osiguranje. Zdravstvene usluge u okviru PZZ u Hrvatskoj se pružaju u domovima zdravlja, ustanovama za hitnu medicinsku pomoć i ljekarnama u Hrvatskoj. Svaka općina u Hrvatskoj ima dom zdravlja koji pruža usluge PZZ pacijentima putem mreže općih liječničkih pregleda koje pružaju liječnici opće prakse. Domovi zdravlja su dužni pružati hitnu medicinsku pomoć, dijagnostičke usluge – laboratorijske i radiološke- i javnozdravstvene usluge što uključuje higijenu. U ruralnim i udaljenim područjima Hrvatske, domovi zdravlja su pod nadzorom bolnica za

	pružanje specijalističke vanbolničke zaštite premda postoje ograničenja u svezi pružanja bolničke zdravstvene zaštite i zaštite materinstva.” https://hzzo.hr/pravni-akti/opis-zdravstvenog-sustava
Izvedenice	domovi zdravlja
Istovrijednica	centre de santé

Effet suspensif

Terme	effet suspensif
Catégorie grammaticale	sintagme nominal (n.m.s + adj.m.s)
Domaine	droit penal
Sous domaine(s)	procedure civile
Définition	est l'effet attaché aux voies de recours ordinaires (opposition et appel), en vertu duquel il est temporairement fait échec à l'exécution du jugement soit pendant le délai permettant de former opposition ou appel, soit en cas d'exercice de l'une ou l'autre de ces voies de recours, durant tout le temps nécessaire au règlement du recours ainsi formé.
Source de la définition	https://justice.ooreka.fr/astuce/voir/518877/effet-suspensif
Hyperonime	Effet
Hyponime	effet suspensif automatique
Collocations	la fin de l'effet suspensif l'effet suspensif automatique l'effet suspensif d'un recours princip d'effet suspensif
Contexte du terme	“Il résulte des articles 528 et 538 du Code de Procédure Civile, que l'appelant dispose d'un mois à compter de la signification du jugement pour interjeter appel, à peine de forclusion. Cependant, lorsque l'exécution provisoire a été ordonnée par le juge de première instance, l'appel n'a pas d' effet suspensif de la décision” http://www.particulier.jurispilote.fr/2011/

Équivalent	suspenzivni učinak
-------------------	--------------------

Naziv	suspenzivni učinak
Jezična odrednica	sintagme nominal (adj. m.s. + n.m.s)
Razredba	kazneno pravo
Podrazredba	parnični postupak
Definicija	
Izvor definicije	https://www.zakon.hr/z/190/Zakon-o-zdravstvenoj-za%C5%A1titi
Nadređeni naziv	Učinak
Sinonim	odgodni učinak
Kolokacije	automatski suspenzivni učinak suspenzivni učinak žalbe vrijeme trajanja suspenzivnog učinka
Kontekst	“Prigovor je bio u pisanom obliku, a ponuditelj je kopiju prigovora dostavljao i Upravi za nabavu. Prigovor izjavljen u propisanom roku imao je suspenzivni učinak te je zaustavljao sklapanje ugovora o nabavi. Naručitelj je bio dužan odgovoriti ponuditelju na prigovor u roku od osam dana od primitka prigovora i otkloniti eventualne nepravilnosti te i o tome obavijestiti Upravu za nabavu.” http://www.pravst.hr/zbornik.php?p=33&s=289
Istovrijednica	effet suspensive

Désistement

Terme	désistement
Catégorie Grammaticale	nom. m.sing
Domaine	droit pénal

Sous domaine(s)	procedure civile
Définition	le nom donné à la renonciation de la poursuite d'une instance engagée comme l'abandon du droit d'agir en justice. Lorsque la procédure est orale, cette renonciation résulte, d'une déclaration faite à l'audience, et dans la procédure écrite, elle résulte d'une correspondance envoyée par la partie demanderesse au Tribunal ou de conclusions déposées au greffe par l'avocat de la personne qui a pris l'initiative d'introduire le procès et par lesquelles elle renonce à la demande qu'elle a engagée.
Source de la définition	https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/desistement.php
Hyperonyme	action juridique
Hyponime	désistement d'instance désistement d'action
Synonyme	abandon, renoncement
Collocations	la preuve du désistemen désistement d'action en justice désistement volontaire act de désistement
Contexte du terme	<p>“Le demandeur peut toujours se désister de sa demande (article 394 du CPC) ce qui doit être accepté par le défendeur s'il a présenté une défense au fond ou une fin de non recevoir (article 395). Le désistement est express ou implicite (article 397), les juges pouvant déduire de l'attitude d'une partie qu'elle renonce à poursuivre l'instance, mais ce type d'appréciation est assez périlleux car le désistement ne se présume pas. Ainsi l'absence à une audience, le fait de ne pas conclure dans le délai imparti, de ne pas accomplir les actes de procédure est sanctionné par la radiation mais ne suffit à caractériser le désistement. Il convient véritablement que la partie ait une attitude incompatible avec le déroulement de l'instance.”</p> <p>https://www.pernaud.fr/info/glossaire/9206710/desistement</p>
Famille Dérivationnelle	désistements (pl.) , se désister (vb. Pronominal)
Équivalent	povlačenje tužbe

Naziv	povlačenje tužbe
Jezična odrednica	nominalna sintagma glagolska imenica + imenica ž.r.j.
Razredba	kazneno pravo
Podrazredba	parnični postupak
Definicija	je jednostrana neposredna parnična radnja tužitelja kojom izjavljuje da odustaje od traženja da sud u konkretnoj parnici odluči o osnovanosti njegovog tužbenog zahtjeva.
Izvor definicije	https://www.pravo.unizg.hr/download/repository/Povlacenje_tuzbe.pdf
Nadređeni naziv	parnična radnja
Podređeni naziv	presumirano povlačenje tužbe
Sinonim	odgodni učinak
Kolokacije	izjave o povlačenju tužbe troškovi povlačenja tužbe slučaj povlačenja tužbe djelomično povlačenje tužbe obavijest o povlačenju tužbe
Kontekst	“Tužba se uz izričiti pristanak tuženika može povući i nakon zaključenja glavne rasprave do pravomoćnosti odluke kojom se postupak pred sudom prvog stupnja dovršava. U tom slučaju tuženik svoj zahtjev za naknadu troškova postupka mora postaviti najkasnije u svojoj suglasnosti za povlačenje tužbe.” http://vizura.eu/praksa/povlacenje-tuzbe-clanak-193/
Istovrijednica	Désistement

Procédure de conciliation

Terme	procédure de conciliation
--------------	---------------------------

Catégorie grammaticale	sintagme nominal subst. F.s. + preposition + subst. F.s.
Domaine	droit administratif
Sous domaine(s)	protection sociale
Définition	procédé qui permettait aux chefs de juridiction devant les tribunaux administratifs et les cours administratives d'appel, d'organiser une mission de conciliation avec l'accord des parties. La loi du 18 novembre 2016 relative à la justice du XXI ^e siècle a remplacé ce procédé par celui de la médiation à l'initiative du juge.
Source de la définition	Lexique des termes juridiques, édition Dalloz, auteurs : Thierry Debard, Serge Guinchard, pg. 488
Hyperonyme	procédure juridique
Collocations	l'objectif de procédure de conciliation demande de procédure de conciliation avantage de la procédure de conciliation ouverture d'une procédure de conciliation
Contexte du terme	<p>“À la fin de son contrat de deux ans avec un club, une handballeuse professionnelle signe un nouveau CCD pour une période allant de juillet 2005 à juin 2007. Par lettre du 29 avril 2006 l'association sportive lui notifie son intention de ne pas renouveler le contrat à compter du 30 juin 2006. La clause du contrat instituant une procédure de conciliation obligatoire n'ayant pas été respectée la joueuse saisit la juridiction prud'homale.”</p> <p>http://abo.lettreducadre.fr/PAR_TPL_IDENTIFIANT/61959/TPL_CODE/TPL_ACTURES_FICHE/PAG_TITLE/C%27est+%E0+celui+qui+veut+rompre+d%27avoir+l%27air+conciliant/2111-fiche-article-de-newsletter.htm</p>
Équivalent	postupak mirenja

Naziv	postupak mirenja
--------------	------------------

Jezična odrednica	sintagme nominal (subj. m.s. + n.m.s)
Razredba	upravno pravo
Podrazredba	socijalna zaštita
Definicija	oblik posredovanja u kojem stranke rješavaju vlastite sporove pod vodstvom i uz pomoć neovisne treće strane - izmiritelja (medijatora), tijekom kojeg se traži rješenje u najboljem interesu stranaka. Mirenje (medijacija) pred sudom je dobrovoljan, neformalan, povjerljiv, brz i besplatan postupak.
Izvor definicije	https://sudovi.hr/hr/osri/gradani/postupak-mirenja
Nadređeni naziv	Postupak
Kolokacije	<p>pokretanje postupka mirenja</p> <p>tijek postupka mirenja</p> <p>pravilnik o postupku mirenja</p> <p>odluke u postupku mirenja</p>
Kontekst	<p>“Tada postignutim sporazumom u postupku mirenja (u privitku) koji ima snagu Kolektivnog ugovora, a kršenje KU predstavlja kršenje zakona, poslodavac se obvezao po završenom postupku donošenja novih Pravilnika o radu, koji će obuhvaćati i tipizaciju i vrednovanje poslova, popis tipiziranih radnih mjesta sa pripadajućim koeficijentima uvrstiti u tada važeći Kolektivni ugovor.”</p> <p>http://www.heptehnos.hr/vijesti.asp?idvijesti=99</p>
Izvedenice	
Istovrijednica	procédure de conciliation

Mise en demeure

Terme	mise en demeure
Catégorie grammaticale	locution

	subst. F.s. + preposition + subst. F.s.
Domaine	Droit
Sous domaine(s)	droit administratif
Définition	injonction adressée par une autorité administrative, dans les cas prévus par les textes, pour ordonner à un particulier ou à une collectivité publique de prendre une mesure obligatoire ou de mettre fin à un comportement illégal.
Source de la définition	Lexique des termes juridiques 2017-2018, Dalloz, pg. 1346
Hyperonyme	Injonction
Synonyme	Avertissement
Collocations	la lettre de mise en demeure envoyer une mise en demeure recevoir une mise en demeure
Contexte du terme	“en outre, toute somme non-payée à l'échéance convenue donnera lieu de plein droit, et sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 1153 du Code Civil, au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal au jour de la facturation majoré de quatre points, ces intérêts courant du jour de l'échéance convenue jusqu'au complet paiement à la Société HARTMANN TRESORE FRANCE (en principal, intérêts et frais).” http://www.coffre-fort-sentry-safe.fr/condition-generales-de-vente.html
Équivalent	službena obavijest

Naziv	službena obavijest
Jezična odrednica	locution (subj. m.s. + n.m.s)
Razredba	Pravo
Podrazredba	upravno pravo
Definicija	službene obavijesti su službene pravosudne i vladine obavijesti koje nisu zakonodavne prirode ili koje u bilo kojem drugom smislu ne sadržavaju

	obvezujuća pravila i koje se objavljuju u elektroničkom obliku u narodnim novinama ili službenim glasilima.
Izvor definicije	https://e-justice.europa.eu/content_publication_of_official_announcements-546-hr.do
Nadređeni naziv	Obavijest
Kolokacije	poslati službenu obavijest dostaviti službenu obavijest izdati službenu obavijest potvrditi službenu obavijest
Kontekst	“ovo je inače radnja koja bi se, prema našem mišljenju, morala činiti početkom svake školske godine, ukoliko ima promjena u alatima potrebnim za natjecanje. Službena obavijest broj 1 je odmah po primitku Rješenja o imenovanju Povjerenstva odaslana svim školama putem e-pošte, a u tijeku je i slanje nove OBAVIJESTI BR. 2.” http://www.zrs.hr/retro.php?start=200
Izvedenice	službene obavijesti (pl.)
Istovrijednica	mise en demeure

7. TRADUCTION

<p>Partie réglementaire</p> <p>Quatrième partie : Professions de santé</p> <p>Livre Ier : Professions médicales</p> <p>Titre II : Organisation des professions médicales</p> <p>Chapitre VI : Procédure disciplinaire</p> <p>Section 1 : Action disciplinaire</p> <p>L'action disciplinaire contre un médecin, un chirurgien-dentiste ou une sage-femme ne peut être introduite devant la chambre disciplinaire de première instance que par l'une des personnes ou autorités suivantes :</p> <p>1° Le conseil national ou le conseil départemental de l'ordre au tableau duquel le praticien poursuivi est inscrit à la date de la saisine de la juridiction, agissant de leur propre initiative ou à la suite de plaintes, formées notamment par les patients, les organismes locaux d'assurance maladie obligatoires, les médecins-conseils chefs ou responsables du service du contrôle médical placé auprès d'une caisse ou d'un organisme de sécurité sociale, les associations de défense des droits des patients, des usagers du système de santé ou des personnes en situation de précarité, qu'ils transmettent, le cas échéant en s'y associant, dans le cadre de la procédure prévue à l'article L. 4123-2. Lorsque la plainte est dirigée contre</p>	<p>Regulatorni dio</p> <p>Četvrti dio: zdravstvena djelatnost</p> <p>Knjiga 1.: zdravstveni radnici</p> <p>Naslov 2.: organizacija zdravstvenih djelatnika</p> <p>Poglavlje VI: stegovni postupak</p> <p>Odjeljak 1: disciplinske mjere</p> <p>Disciplinske mjere protiv liječnika, oralnog kirurga ili primalje pred disciplinskim vijećem može voditi samo jedna od sljedećih osoba ili tijela: 1° nacionalno ili okružno vijeće u čijem je odboru zdravstveni djelatnik kojeg se goni registriran na datum pokretanja sudskog postupka, djelujući samoinicijativno ili nakon pritužbi, osobito onih koje su podnijeli sami pacijenti, nadležnog organa za obvezno zdravstveno osiguranje, glavni službeni zdravstveni djelatnik ili odgovorni za zdravstvenu kontrolu pod upravom fonda ili tijela socijalne sigurnosti, udruge za prava pacijenata, korisnici zdravstvenog sustava ili osobe u teškoj situaciji, posredovanjem, ukoliko je potrebno, u sklopu procedure predviđene člankom L.4123-2. Kada je pokrenuta tužba protiv zdravstvenog djelatnika koji više nije registriran u odbor, ali je bio za</p>
--	--

un praticien qui n'est plus inscrit au tableau, mais l'était à la date des faits, le conseil départemental ayant qualité pour introduire l'action disciplinaire est le dernier conseil au tableau duquel l'intéressé était inscrit ;

2° Le ministre chargé de la santé, le préfet de département dans le ressort duquel le praticien intéressé est inscrit au tableau, le directeur général de l'agence régionale de santé dans le ressort de laquelle le praticien intéressé est inscrit au tableau, le procureur de la République du tribunal judiciaire dans le ressort duquel le praticien est inscrit au tableau ;

3° Un syndicat ou une association de praticiens.

L'action disciplinaire est valablement engagée lorsqu'une plainte est transmise par un conseil départemental autre que celui mentionné au 1°, après accomplissement de la procédure de conciliation. La juridiction communique la plainte au conseil départemental mentionné au 1°, qui est seul recevable à s'y associer.

Les plaintes sont signées par leur auteur et, dans le cas d'une personne morale, par une personne justifiant de sa qualité pour agir. Dans ce dernier cas, la plainte est accompagnée, à peine d'irrecevabilité, de la délibération de l'organe statutairement compétent pour autoriser la poursuite ou, pour le conseil départemental ou national, de la

vrijeme incidenta, disciplinske mjere određuje posljednji odbor u kojem je optuženi bio upisan u komoru; 2° Ministar zdravstva, upravitelj odjela u čijoj je nadležnosti dotični liječnik upisan u komoru, glavni direktor regionalne zdravstvene agencije u čijoj je nadležnosti navedeni liječnik upisan u komoru, državni tužitelj u čijoj je nadležnosti liječnik upisan u komoru; 3. Sindikat ili udruga liječnika. Disciplinska mjera valjano se pokreće kad vijeće odjela, osim spomenutog u 1. °, uloži žalbu nakon završetka postupka mirenja. Sud dostavlja pritužbu vijeću odjeljenja spomenutom u 1. °, a koje jedino može sudjelovati. Prigovore potpisuje njihov autor, a u slučaju pravne osobe osoba koja dokazuje svoj status. U potonjem slučaju, žalbu prati, pod prijetnjom nedopuštenosti, vijećanje organa statutarno nadležnog da ovlasti daljnje gonjenje ili, za odjelno ili nacionalno vijeće, vijećanje koje potpisuje predsjednik, a uključuje i mišljenje vijeća. Kada je žalba usmjerena protiv studenta koji nije upisan u komoru na datum pokretanja postupka, vijeće odjela koje može ući u disciplinsku komoru je vijeće komore u kojem je registriran liječnik s kojim je provedena zamjena ili asistencija.

Prigovori se podnose ili upućuju u registar.

R. 4126-1-1 Dekret br. 2010-344 od 31. ožujka 2010. - čl. 116

<p>délibération signée par le président et comportant l'avis motivé du conseil.</p> <p>Lorsque la plainte est dirigée contre un étudiant non inscrit au tableau à la date de la saisine, le conseil départemental ayant qualité pour saisir la chambre disciplinaire est le conseil au tableau auquel est inscrit le praticien auprès duquel a été effectué le remplacement ou l'assistantat.</p> <p>Les plaintes sont déposées ou adressées au greffe.</p> <p>R. 4126-1-1 Décret n°2010-344 du 31 mars 2010 - art. 116</p> <p>Les décisions de sanctions disciplinaires prises par l'autorité hiérarchique sur le fondement de dispositions statutaires ou contractuelles à l'encontre de praticiens exerçant dans les établissements de santé sont transmises par le directeur de l'établissement au directeur général de l'agence régionale de santé intéressé.</p> <p>R. 4126-1-2 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les dispositions des sections 1 et 3 à 7 du présent chapitre sont applicables à Saint-Pierre-et-Miquelon dans les conditions fixées à l'article R. 4112-6-1.</p> <p>Section 2 : Praticiens prestataires de services.</p> <p>R. 4126-2 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 2</p> <p>Le médecin, le chirurgien-dentiste ou la sage-</p>	<p>Odluke o disciplinskim sankcijama koje je hijerarhijsko tijelo donijelo na temelju zakonskih ili ugovornih odredbi protiv zdravstvenog djelatnika koji rade u zdravstvenim ustanovama, direktor ustanove dostavlja glavnom direktoru regionalne zdravstvene agencije.</p> <p>R. 4126-1-2 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Odredbe odjeljaka 1. i 3. do 7. ovog poglavlja primjenjuju se na Saint-Pierre-et-Miquelon pod uvjetima utvrđenim u članku R. 4112-6-1.</p> <p>Odjeljak 2: Zdravstveni djelatnici koji pružaju usluge.</p> <p>R. 4126-2 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 2</p> <p>Liječnik, oralni kirurg ili primalja koji obavljaju profesionalne radnje u Francuskoj, a da nisu upisani u komoru, pod uvjetima predviđenim člankom L. 4112-7, podložni su disciplinskoj komori prvog stupnja u okviru koje obavljaju profesiju.</p> <p>Nacionalno vijeće komore dotične struke prima priopćenja o podnescima i dokazima koje su podnijele stranke. Isto vijeće može se očitovati o broju i roku navedenima u obavijesti. Oni se priopćavaju strankama. Ako se stegovna</p>
--	---

femme qui exécute des actes professionnels en France sans être inscrit au tableau de l'ordre, dans les conditions prévues à l'article **L. 4112-7**, est soumis à la chambre disciplinaire de première instance dans le ressort de laquelle il exécute les actes professionnels.

Le conseil national de l'ordre de la profession concernée reçoit communication des mémoires et pièces produites par les parties. Ce conseil peut produire des observations dans les conditions de nombre et de délai requises dans la notification. Celles-ci sont communiquées aux parties.

Dans le cas où plusieurs chambres disciplinaires de première instance sont simultanément saisies de plaintes l'égard du médecin, du chirurgien-dentiste ou de la sage-femme prestataire de services, le président de la chambre disciplinaire nationale désigne la chambre disciplinaire de première instance qui statue sur les plaintes.

R. 4126-3 Décret n°2010-334 du 26 mars 2010 - art. 2

L'autorité compétente de l'Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen où est établi le prestataire de services est immédiatement informée de la sanction prise contre ce dernier.

R. 4126-4 Décret 2004-802 2004-07-29

Les dispositions de la présente section ne sont pas applicables aux praticiens qui bénéficient

vijeca istodobno rješavaju pritužbi protiv liječnika, oralnog kirurga ili primalje koji pružaju usluge, predsjednik nacionalne disciplinske komore imenuje disciplinsku komoru za prvostupanjske postupke koja odlučuje o žalbama.

R. 4126-3 Dekret br. 2010-334 od 26. ožujka 2010. - čl. 2

Nadležno tijelo države članice Europske unije ili stranke Sporazuma o Europskom gospodarskom prostoru u kojem je pružatelj usluga smješten odmah se obavještava o sankcijama poduzetim protiv potonjeg.

R. 4126-4 Uredba 2004-802 2004-07-29

Odredbe ovog odjeljka nisu primjenjive na zdravstvene djelatnike koji uživaju odredbe važećih sporazuma koji se odnose na prekogranične zdravstvene djelatnike.

Odjeljak 3: Organizacija i rad disciplinskih vijeća za

prvostupanjske postupke i nacionalnih disciplinskih vijeća.

R. 4126-5 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 3

U svim slučajevima, predsjednik stegovne komore za prvostupanjske postupke i predsjednik nacionalne stegovne komore mogu, obrazloženim rješenjem, bez prethodnih

des stipulations des conventions en vigueur relatives aux praticiens frontaliers.

Section 3 : Organisation et fonctionnement des chambres disciplinaires

de première instance et des chambres disciplinaires nationales.

R. 4126-5 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 3

Dans toutes les instances, le président de la chambre disciplinaire de première instance et le président de la chambre disciplinaire nationale peuvent, par ordonnance motivée, sans instruction préalable :

- 1° Donner acte des désistements ;
- 2° Rejeter les plaintes ou les requêtes ne relevant manifestement pas de la compétence de la juridiction ;
- 3° Constater qu'il n'y a pas lieu de statuer sur une plainte ou une requête ;
- 4° Rejeter les plaintes ou les requêtes manifestement irrecevables, lorsque la juridiction n'est pas tenue d'inviter leur auteur à les régulariser ou qu'elles n'ont pas été régularisées à l'expiration du délai imparti par une demande en ce sens.
- 5° Statuer sur les affaires relevant d'une série, qui, sans appeler de nouvelle appréciation ou qualification de faits, présentent à juger en droit, pour la juridiction saisie, des questions identiques à celles qu'elle a déjà tranchées ensemble par une même décision devenue

uputa:

1 ° povući tužbu;

2 ° odbiti žalbe ili zahtjeve koji ne spadaju u nadležnost suda;

3 ° utvrditi da nema potrebe odlučivati o žalbi ili zahtjevu;

4 ° Odbiti očito neprihvatljive prigovore ili zahtjeve kada sud nije dužan pozvati autora da ih regulira ili oni nisu bili regulirani po isteku ranije određenog roka.

5 ° Odlučivati o raznim predmetima koji su, bez pozivanja na novu procjenu ili karakterizaciju činjenica, prisutni u pravu, pred sudom koji pokreće postupak o predmetima identičnima onima o kojima je zajedno odlučivao istom odlukom koja je postala neopoziva te o onima o kojima je Državnog vijeća Francuske nadležno za sporove zajednički odlučilo istom odlukom, pred disciplinskim vijećem za prvostupanjske postupke identični onima o kojima je zajednički donesena ista odluka koja je postala neopoziva pred nacionalnim disciplinskim vijećem.

Predsjednik nacionalne disciplinske komore također može, pod istim uvjetima:

1 ° Odlučiti o zahtjevima koji nalažu samo troškove, određivanje datuma zabrane izvršenja

irrévocable, à celles tranchées ensemble par une même décision du Conseil d'Etat statuant au contentieux et, pour les chambres disciplinaires de première instance, à celles tranchées ensemble par une même décision devenue irrévocable de la chambre disciplinaire nationale.

Le président de la chambre disciplinaire nationale peut également, selon les mêmes modalités :

1° Statuer sur les requêtes qui ne présentent plus à juger de questions autres que la condamnation aux frais et dépens, la fixation des dates d'exécution des périodes d'interdiction d'exercer ou de la date d'effet de la radiation du tableau de l'ordre ;

2° Rejeter, après l'expiration du délai de recours ou, lorsqu'un mémoire complémentaire a été annoncé, après production de ce mémoire, les requêtes ne comportant que des moyens de légalité externe manifestement infondés, des moyens irrecevables, des moyens inopérants ou des moyens qui ne sont assortis que de faits manifestement insusceptibles de venir à leur soutien ou ne sont manifestement pas assortis de précisions permettant d'en apprécier le bien-fondé.

Le président de la chambre disciplinaire nationale peut, en outre, par ordonnance, rejeter les requêtes dirigées contre des ordonnances prises par le président de la

prakse ili datum početka uklanjanje iz registra/komore;

2 ° Odbiti, nakon isteka roka za žalbu ili, kada je najavljen dodatni podnesak, nakon izrade ovog podneska, zahtjeve koji sadrže samo očito neutemeljene razloge formalne zakonitosti, nedopustiva razloge, neučinkovite razloge ili razloge koji su samo popraćeni činjenicama koje im se ne mogu priložiti ili nisu dovoljno obrazložene da bi bile utemeljene.

Predsjednik nacionalne disciplinske komore može, štoviše, pravilnikom odbiti zahtjeve usmjerene protiv naloga kojeg je donio predsjednik disciplinske komore za prvostupanjske postupke u primjeni od 1 ° do 5 ° ovog članka.

Također može poništiti nalog donesen primjenom članaka od 1 ° do 5 ° ovog članka, pod uvjetom da se meritum rješava primjenom jedne od odredbi ovog članka.

R. 4126-6 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

U sjedištu svake disciplinske komore za prvostupanjske postupke, jedan ili više službenika koje imenuje glavni tajnik regionalnog ili međuregionalnog vijeća nakon savjetovanja s predsjednikom komore, obavljaju funkcije registra.

chambre disciplinaire de première instance en application des 1° à 5° du présent article.

Il peut, de même, annuler une ordonnance prise en application des articles 1° à 5° du présent article à condition de régler l'affaire au fond par application d'une des dispositions du présent article.

R. 4126-6 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Au siège de chaque chambre disciplinaire de première instance, un ou plusieurs greffiers désignés par le secrétaire général du conseil régional ou interrégional après avis du président de la chambre exercent les fonctions du greffe.

Un ou plusieurs greffiers, chargés des mêmes fonctions au greffe de la chambre disciplinaire nationale sont désignés par le secrétaire général du conseil national de l'ordre après avis du président de la chambre. Le personnel du greffe est placé sous l'autorité fonctionnelle du président de la juridiction. Il suit l'instruction des affaires, exécute les actes de procédure et assure le greffe des audiences. Il signe à cet effet les courriers sur délégation du président de la chambre. Il est soumis au secret professionnel. Le greffier assiste au délibéré.

R. 4126-7 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 3

Un même magistrat peut être désigné, en qualité de titulaire ou de suppléant, pour

Jednog ili više službenika, zaduženih za iste funkcije u službeniku nacionalne disciplinske komore imenuje glavni tajnik nacionalnog vijeća komore nakon savjetovanja s predsjednikom komore. Osoblje registra upisano je u funkcionalnu nadležnost predsjednika suda. Prati istragu slučajeva, izvršava procesne radnje i osigurava registar ročišta. U tu svrhu potpisuje dopis o delegaciji predsjednika komore. Podložno je poslovnoj tajni. Službenik prisustvuje vijećanju.

R. 4126-7 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 3

Isti sudac može, kao nositelj ili zamjenik, predsjedati nekoliko disciplinskih vijeća.

Odluke ministara odgovornih za proračun i zdravstvo koji utvrđuju naknade za predsjednike ili zamjenike predsjednika stegovnih komora, predviđeni u trećem stavku članka II. **L. 4122-3** i drugom stavku II. Članak **L. 4124-7**, donose se nakon savjetovanja s nacionalnim vijećem dotičnog reda.

Odjeljak 4: Postupak pred disciplinskim vijećima

Pododjeljak 1: Nadležnost disciplinskih vijeća za prvostupanjske postupke

R. 4126-8 Uredba br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 4

présider plusieurs chambres disciplinaires.

Les arrêtés des ministres chargés du budget et de la santé fixant les indemnités dues aux présidents ou aux présidents suppléants des chambres de discipline, prévus au troisième alinéa du II de l'article **L. 4122-3** et au deuxième alinéa du II de l'article **L. 4124-7**, sont pris après avis du conseil national de l'ordre concerné.

Section 4 : Procédure devant les chambres disciplinaires

Sous-section 1 : Compétence des chambres disciplinaires de première instance

R. 4126-8 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 4

La chambre disciplinaire de première instance compétente est celle dans le ressort de laquelle le praticien ou la société professionnelle poursuivi est inscrit au tableau à la date où la juridiction est saisie.

Dans le cas où le praticien n'est pas inscrit au tableau, mais l'était à la date des faits, la chambre disciplinaire de première instance compétente est celle dans le ressort de laquelle le praticien poursuivi était inscrit en dernier lieu au tableau.

R. 4126-8-1 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 4

Lorsque des chambres disciplinaires de première instance sont simultanément saisies de demandes distinctes mais connexes,

Nadležno disciplinsko vijeće za prvostupanjske postupke je ono u čijoj je nadležnosti zdravstveni djelatnik ili stručno društvo protiv kojeg se vodi postupak upisano u komoru na dan kada je proces pokrenut.

U slučaju da zdravstveni djelatnik nije upisan u komoru, ali je registriran na datum događaja, nadležno je disciplinsko vijeće za prvostupanjske postupke u čijoj je nadležnosti zadnji put registriran zdravstveni djelatnik koji je gonjen.

R. 4126-8-1 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 4

Kada disciplinska vijeća za prvostupanjske postupke istodobno rješavaju odvojene, ali povezane zahtjeve, koji obično spadaju u njihovu mjesnu nadležnost, svaki dotični predsjednik predmet će uputiti predsjedniku nacionalne disciplinske komore i poslati mu spis zahtjeva.

Odluka o upućivanju zahtjeva prijavljuje se predsjednicima disciplinskih vijeća za prvostupanjske postupke koji su zaprimili druge zahtjeve te oni dostavljaju spis zahtjeva zaprimljenih u komoru predsjedniku nacionalne disciplinske komore.

Predsjednik nacionalne disciplinske komore odlučuje o postojanju veze te određuje disciplinsko vijeće za prvostupanjske postupke

relevant normalement de leur compétence territoriale respective, chacun des présidents intéressés saisit le président de la chambre disciplinaire nationale et lui adresse le dossier de la demande.

L'ordonnance de renvoi est notifiée aux présidents des chambres disciplinaires de première instance saisies des autres demandes qui transmettent au président de la chambre disciplinaire nationale le dossier de la demande soumise à leur chambre.

Le président de la chambre disciplinaire nationale se prononce sur l'existence d'un lien de connexité et détermine la chambre disciplinaire de première instance compétente pour connaître des demandes.

Les ordonnances prises en application des deux alinéas ci-dessus sont notifiées sans délai aux parties. Elles ne sont pas susceptibles de recours et n'ont pas l'autorité de la chose jugée.

R. 4126-9 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 4

Lorsqu'une chambre disciplinaire est saisie d'une plainte ou d'une requête qu'elle estime relever de la compétence d'une autre chambre disciplinaire, son président transmet sans délai le dossier à cette chambre, par une ordonnance non motivée, non susceptible de recours et qui n'est pas revêtue de l'autorité de la chose jugée.

Il est toutefois compétent pour rejeter les plaintes ou les requêtes entachées d'une

nadležno za zahtjev.

Stranke se bez odgode obavještavaju o odlukama donijetima u skladu s dvama gore navedenim stavkama. Stranke se ne mogu žaliti i nemaju ovlasti nad pravomoćnom odlukom.

R. 4126-9 Uredba br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 4

Kad disciplinsko vijeće zaprimi tužbu ili zahtjev za koji smatra da spada u nadležnost drugog disciplinskog vijeća, njegov predsjednik bez odgađanja, neobrazloženom odlukom, preda spis drugom vijeću, na koju se ne može žaliti i koje nema snagu pravomoćnosti. Međutim, može odbiti žalbe ili zahtjeve zbog nedopuštenosti koja se ne može opravdati tijekom postupka ili utvrditi da nema potrebe za presudom. Stranke se bez odgode obavještavaju o odlukama donijetima u skladu s gore navedenim dvama stavka. Kada predsjednik vijeća, kojemu je spis poslan u primjeni prvog podstavka, smatra da isti sud nije nadležan, odmah ga preda predsjedniku nacionalnog vijeća koji predmet nadležnosti rješava u skladu s dokumentima iz prvog podstavka. Kada vijeće kojem je predmet prosljeđen u primjeni prvog podstavka nije pristupilo odredbama prethodnog podstavka ili ga je predsjednik nacionalne komore proglasio nadležnim, njegova nadležnost ne može biti dovedena u pitanje sama po sebi, ni od strane

irrecevabilité manifeste insusceptible d'être couverte en cours d'instance ou pour constater qu'il n'y a pas lieu de statuer.

Les ordonnances prises en application des deux alinéas ci-dessus sont notifiées sans délai aux parties. Lorsque le président de la chambre, auquel un dossier a été transmis en application du premier alinéa, estime que cette juridiction n'est pas compétente, il transmet sans délai le dossier au président de la chambre nationale qui règle la question de compétence dans les formes prévues au premier alinéa.

Lorsqu'une chambre à laquelle une affaire a été transmise en application du premier alinéa n'a pas eu recours aux dispositions de l'alinéa précédent ou lorsqu'elle a été déclarée compétente par le président de la chambre nationale, sa compétence ne peut plus être remise en cause ni par elle-même, ni par les parties, ni d'office par le juge d'appel ou de cassation, sauf à soulever l'incompétence de la juridiction administrative.

Lorsque le président d'une chambre saisie d'une affaire constate qu'un des membres de la chambre est en cause ou estime qu'il existe une autre raison objective de mettre en cause l'impartialité de la chambre, il transmet le dossier, dans les formes prévues au premier alinéa, au président de la chambre nationale qui en attribue le jugement à la chambre qu'il désigne.

stranke, niti po službenoj dužnosti žalbenog ili kasacijskog suca, osim za osporavanje nenadležnosti upravnog suda. Kad predsjednik vijeća koje rješava predmet utvrdi da je jedan od članova vijeća umiješan ili smatra da postoji neki drugi objektivni razlog za sumnju u nepristranost vijeća, preda spis u oblicima predviđenim u prvom predstavku, predsjedniku nacionalnog vijeća koji presudu pripisuje vijeću koje on odredi.

Procesni postupci koji se redovito provode ostaju valjani pred referentnim vijećem koje je odgovorno za odlučivanje o predmetu.

Pododjeljak 2: Vremenska ograničenja

R. 4126-10 Dekret br. 2008-484 od 22. svibnja 2008. - čl. 22 (V)

Šestomjesečno razdoblje predviđeno člankom L. 4124-1 traje od razdoblja kada je disciplinsko vijeće za prvostupanjske postupke primilo cjelokupni spis tužbi. Na kraju tog razdoblja svaka stranka može zatražiti od predsjednika nacionalne disciplinske komore da spis uputi drugoj disciplinskoj komori. Predajom ovog zahtjeva ne povlači se isti zahtjev disciplinskom vijeću koje je prvo primilo navedeni dopis. Kada to opravdavaju razlozi dobrog sudovanja, predsjednik nacionalnog disciplinskog vijeća može dodijeliti predmet vijeću kojem on to odredi.

<p>Les actes de procédure accomplis régulièrement devant la chambre saisie en premier lieu demeurent valables devant la chambre de renvoi à laquelle incombe le jugement de l'affaire.</p> <p>Sous-section 2 : Délais</p> <p>R. 4126-10 Décret n°2008-484 du 22 mai 2008 - art. 22 (V)</p> <p>Le délai de six mois prévu à <i>l'article</i> L. 4124-1 court à compter de la date de réception par la chambre disciplinaire de première instance du dossier complet de la plainte.</p> <p>A l'expiration de ce délai, toute partie peut demander au président de la chambre disciplinaire nationale de transmettre le dossier à une autre chambre disciplinaire. Cette demande n'a pas pour effet de dessaisir la chambre disciplinaire de première instance initialement saisie.</p> <p>Lorsque des considérations de bonne administration de la justice le justifient, le président de la chambre disciplinaire nationale peut attribuer l'affaire à une chambre qu'il désigne.</p> <p>Les délais prévus au présent article sont décomptés conformément aux dispositions des <i>articles 640 à 644 du code de procédure civile</i>.</p> <p>Sous-section 3 : Requête et pièces jointes</p> <p>R. 4126-11 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 5</p> <p>Les plaintes et requêtes doivent, à peine</p>	<p>Razdoblje predviđeno ovim člankom traje u skladu s odredbama <i>članaka 640. do 644. Zakona o parničnom postupku</i>.</p> <p>Pododjeljak 3: Zahtjev i prilozi</p> <p>R. 4126-11 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 5</p> <p>Tužbe i zahtjevi moraju, pod prijetnjom nedopuštenosti, biti popraćeni preslikama, u broju jednakom broju stranaka, uvećanim za dva puta. Kad stranke prilože dokumente u prilog svojim zahtjevima i podnescima, te kada su broj, volumen ili karakteristike dokumenata napravljene u skladu s navedenim, tim se dokumentima prilažu kopije, u broju jednakom onom broju stranaka, uvećane za dva puta.</p> <p>Odredbe članaka <i>R. 411-4</i> i <i>R. 411-5</i>, drugi stavak članka <i>R. 411-6</i>, prva rečenica članka <i>R. 412-2</i> i članka <i>R. 413 -5</i> Zakona o upravnom pravosuđu su primjenjiv pred disciplinskim vijećima.</p> <p>Odredbe članka <i>R. 411-1</i> istog zakona primjenjuju se pred nacionalnom disciplinskom vijećem.</p> <p>Pododjeljak 4: Postupak</p> <p>R. 4126-12 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 6</p> <p>Ako se ne primijene odredbe članka <i>R. 4126-5</i>, kopije tužbe ili zahtjeva i prilozi se u cijelosti</p>
--	--

d'irrecevabilité, être accompagnées de copies, en nombre égal à celui des parties, augmenté de deux.

Lorsque les parties joignent des pièces à l'appui de leurs requêtes et mémoires, sauf lorsque leur nombre, leur volume ou leurs caractéristiques y font obstacle, ces pièces sont accompagnées de copies, en nombre égal à celui des parties, augmenté de deux.

Les dispositions des articles *R. 411-4* et *R. 411-5*, du deuxième alinéa de l'article *R. 411-6*, de

la première phrase de l'article *R. 412-2* et de l'article *R. 413-5* du code de justice administrative sont applicables devant les chambres disciplinaires.

Les dispositions de l'article *R. 411-1* du même code sont applicables devant la chambre disciplinaire nationale.

Sous-section 4 : Procédure

R. 4126-12 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 6

Sauf s'il est fait application des dispositions de l'article *R. 4126-5*, la plainte ou la requête et les pièces jointes sont communiquées dans leur intégralité en copie aux parties. Lorsque le volume, le nombre ou les caractéristiques des pièces produites font obstacle à la production de copies, les parties sont invitées à les consulter au greffe de la juridiction.

La communication invite les parties à produire

uručuju strankama. Kad opseg, količina ili karakteristike dokumenata onemoguću izradu kopija, stranke se pozivaju da ih pregledaju u sudskom uredu.

Komunikacijom se poziva stranke da dostave sažetak i sve potrebne dokumente u određenom broju primjeraka te unutar razdoblja kojeg je odredio predsjednik disciplinske komore. To razdoblje ne smije biti kraće od mjesec dana od primitka priopćenja tužbe ili zahtjeva. Međutim, kada se komora podloži odredbama članka *L. 4113-14*, razdoblje se može smanjiti na petnaest dana. Prvi podnesak i prilozi optuženika dostavljaju se strankama pod uvjetima utvrđenim odredbama članaka *R. 611-3* i *R. 611-5* Zakona o upravnim sporovima. Replike, drugi kratki podnesci i dokumenti priopćavaju se ako sadrže nove elemente.

Ako jedna od stranaka koja mora podnijeti podnesak ne poštuje zadani rok, predsjednik sudskog sastava može mu poslati službenu obavijest.

R. 4126-13 Uredba br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 6

Stranke su obaviještene da imaju pravo da ih zastupa ili im pomaže odvjetnik.

Međutim, zdravstvenim djelatnicima, bilo da su podnositelji tužbe, zahtjeva ili subjekt

un mémoire ainsi que toutes pièces utiles dans le nombre d'exemplaires requis et dans le délai fixé par le président de la chambre disciplinaire. Ce délai ne peut être inférieur à un mois à compter de la réception de la communication de la plainte ou de la requête. Toutefois, lorsque la chambre est saisie en application des dispositions de l'article **L. 4113-14**, il peut être réduit à quinze jours.

Le premier mémoire du défendeur ainsi que les pièces jointes sont communiqués aux parties dans les conditions fixées par les dispositions des *articles R. 611-3 et R. 611-5* du code de justice administrative. Les répliques, autres mémoires et pièces sont communiqués s'ils contiennent des éléments nouveaux.

Lorsqu'une des parties appelées à produire un mémoire n'a pas respecté le délai qui lui a été imparti, le président de la formation de jugement peut lui adresser une mise en demeure.

R. 4126-13 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 6

Les parties sont averties qu'elles ont la faculté de se faire représenter ou assister par un avocat.

Toutefois, les praticiens, qu'ils soient plaignants, requérants ou objets de la poursuite, peuvent se faire assister soit par un avocat, soit par un confrère inscrit au tableau de l'ordre auquel ils appartiennent, soit par l'un

gonjenja, može pomoći ili odvjetnik, ili kolega upisan u komoru u koju su obojica registrirani, ili jedan i drugi. Navedeni kolega ne može biti član vijeća komore.

Nacionalno vijeće ili odjelno vijeće komore može predstavljati punopravni ili zamjenski član njihova vijeća, sindikata i udruga preko njihovog pravnog zastupnika ili jednog od njihovih članova s mandatom. Potonji ne može biti član vijeća komore.

Stranke koje su odlučile na zastupanje ili pomoć, o tome pismenim putem moraju obavijestiti registar.

Kad stranku zastupa odvjetnik, procesni se postupci, osim poziva na ročište i obavijesti o odluci, odnose se samo na potonjeg.

R. 4126-14 Uredba br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 6

Vijeće odjela u čijoj je komori zdravstveni djelatnik registriran na datum pokretanja disciplinske mjere ili pak, vijeće u čijoj je komori posljednji put registriran, prima obavijest o podnescima i dokumentima koje su stranke podnijele. Isto vijeće može se očitovati o broju i roku navedenima u obavijesti. Ako je tijekom istrage zdravstveni djelatnik promijenio odjel na kojem radi, vijeće odjela u čiju se komoru dotična osoba registrirala također prima podneske i dokumente u spisu i

et l'autre. Ce confrère ne peut être membre d'un conseil de l'ordre.

Le Conseil national ou le conseil départemental de l'ordre peuvent se faire représenter par un membre titulaire ou suppléant de leur conseil, les syndicats et les associations par leur représentant légal ou un de leurs membres muni d'un mandat. Celui-ci ne peut être membre d'un conseil de l'ordre.

Les parties qui ont fait le choix d'être représentées ou assistées en informent le greffe par écrit.

Lorsqu'une partie est représentée par un avocat, les actes de procédure, à l'exception de la convocation à l'audience et de la notification de la décision, ne sont accomplis qu'à l'égard de ce dernier.

R. 4126-14 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 6

Le conseil départemental au tableau duquel le praticien est inscrit à la date d'engagement de l'action disciplinaire ou, à défaut, celui au tableau duquel il était inscrit en dernier lieu reçoit communication des mémoires et pièces produites par les parties. Ce conseil peut produire des observations dans les conditions de nombre et de délai requis dans la communication. Celles-ci sont communiquées aux autres parties.

Si, au cours de l'instruction, le praticien poursuivi change de département d'exercice, le

peut être représenté par un autre membre du conseil de l'ordre.

R. 4126-15 uredba br. 2019-1286, 3 prosinaca 2019 - čl. 6

Ako tužba i odluka sadržavaju nedopuštenosti koje će utjecati na proces, sud ih može odbiti nakon što je pozvao autora da ih regulira. Međutim, nacionalno disciplinsko vijeće može odbiti takve zaključke bez prethodnog zahtjeva za regularizaciju za slučajeve nedopuštenosti zbog nepoznavanja obveze spomenute u obavijesti o odluci koja je osporena.

U zahtjevu za regularizaciju navodi se da, ukoliko nema regularizacije, tužbe ili odluke mogu biti odbačeni kao neprihvatljivi istekom roka koji, osim u hitnim slučajevima, ne može biti kraći od petnaest dana. Zahtjev za regularizaciju zamjenjuje se podacima predviđenim u članku R. 611-7 Zakona o upravnim sporovima.

Ako se radi o neprihvatljivost iz prvog podstavka članka R. 4126-11, zahtjev za regularizaciju može biti službena obavijest koju potpisuje predsjednik sudskog sastava, te u kojoj piše da istekom roka, koji ne može biti kraći od mjesec dana, ova nedopuštenost neće biti obuhvaćena tijekom procesa.

R. 4126-16 Dekret br. 2019-1286 od 3.

conseil départemental au tableau duquel l'intéressé est nouvellement inscrit reçoit également les mémoires et pièces versés au dossier et peut produire des observations dans les mêmes conditions.

R. 4126-15 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 6

Lorsque la plainte ou des conclusions sont entachées d'une irrecevabilité susceptible d'être couverte en cours d'instance, la juridiction ne peut les rejeter en relevant d'office cette irrecevabilité qu'après avoir invité leur auteur à les régulariser. Toutefois, la chambre disciplinaire nationale peut rejeter de telles conclusions sans demande de régularisation préalable pour les cas d'irrecevabilité tirés de la méconnaissance d'une obligation mentionnée dans la notification de la décision attaquée.

La demande de régularisation mentionne que, à défaut de régularisation, la plainte ou les conclusions pourront être rejetées comme irrecevables dès l'expiration du délai imparti qui, sauf urgence, ne peut être inférieur à quinze jours. La demande de régularisation tient lieu de l'information prévue à l'article R. 611-7 du code de justice administrative.

S'agissant de l'irrecevabilité prévue au premier alinéa de l'article **R. 4126-11**, la demande de régularisation peut prendre la forme d'une mise en demeure signée par le président de la

prosinca 2019. - čl. 6

Članci zakona o upravnim sporovima R. 611-2 do R. 611-5 koji se odnose na slanje podnesaka i dokumenata, prvi stavak članka R. 611-7 koji se odnosi na sredstva prikupljena po službenoj dužnosti, članak R. 611-8 -1 koji se odnosi na podnesak o predmetu i članak R. 613-1, s izuzetkom posljednje rečenice, na R. 613-4 koji se odnosi na zatvaranje istrage primjenjivi su pred disciplinskim vijećima za prvostupajnske postupke i pred nacionalnom disciplinskom komorom.

Odredbe članka R. 611-7 Zakona o upravnom postupku nisu primjenjive kada se primjenjuju odredbe članka R. 4126-5 ovog zakona.

Odjeljak 5: Upute

Pododjeljak 1: Imenovanje i uloga izvjestitelja

R. 4126-17 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Čim se tužba ili zahtjev prijave u registar, predsjednik imenuje izvjestitelja iz redova članova disciplinske komore koji se ne mogu birati između vijećnika - članovi odjelnog vijeća podnositelja tužbe ili između vijećnika - članova odjelnog vijeća u čijoj je komori zdravstveni djelatnik registriran.

R. 4126-18 Uredba br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 7

<p>formation de jugement, qui mentionne qu'à l'expiration du délai imparti, qui ne peut être inférieur à un mois, cette irrecevabilité n'est plus susceptible d'être couverte en cours d'instance.</p> <p>R. 4126-16 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 6</p> <p>Les articles du code de justice administrative <i>R. 611-2 à R. 611-5</i> relatifs à la communication des mémoires et pièces, le premier alinéa de l'article <i>R. 611-7</i> relatif aux moyens relevés d'office, l'article <i>R. 611-8-1</i> relatif au mémoire récapitulatif et les <i>articles R. 613-1</i>, à l'exception de sa dernière phrase, à <i>R. 613-4</i> relatifs à la clôture de l'instruction sont applicables devant les chambres disciplinaires de première instance et devant la chambre disciplinaire nationale.</p> <p>Les dispositions de l'article <i>R. 611-7</i> du code de justice administrative ne sont pas applicables lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article <i>R. 4126-5</i> du présent code.</p> <p>Section 5 : Instruction</p> <p>Sous-section 1 : Désignation et rôle du rapporteur</p> <p>R. 4126-17 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Dès enregistrement au greffe de la plainte ou de la requête, le président désigne parmi les membres de la chambre disciplinaire un</p>	<p>Pod nadležnošću predsjednika vijeća i uz podršku registra istog vijeća, izvjestitelj je u stanju saslušati stranke, prikupiti sva svjedočenja i doći do činjenica korisnih za očitovanje istine. Može zatražiti od stranaka bilo kakve spise ili dokumente korisne za rješenje spora.</p> <p>Izvjestitelj priprema izvješće za svako ročište. Svaka strana ili svjedok čita svoje svjedočenje. Izvješće potpisuje izvjestitelj, a za osobu koja daje izjavu ili se spominje izjavljuje se da ne može ili ne želi potpisati.</p> <p>Dokumenti koje je prikupio izvjestitelj i zapisnici sa saslušanja dostavljaju se registru koji ih dostavlja strankama kako bi im se omogućilo da iznesu svoja zapažanja pod istim uvjetima kao i za podneske.</p> <p>Izvjestitelj podnosi svoje izvješće predsjedniku vijeća, što predstavlja objektivnu izjavu o činjenicama, spis predmeta i podnesene dokaze.</p> <p>Pododjeljak 2: Stručnost</p> <p>R. 4126-19 Uredba br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Članci <i>R. 621-1</i> do <i>R. 621-11</i> i <i>R. 621-14</i> zakona o upravnom postupku koji se odnose na stručnost primjenjuju se pred disciplinskim vijećima za prvostupanjske postupke te pred</p>
---	--

rapporteur. Celui-ci ne peut être choisi ni parmi les conseillers membres du conseil départemental plaignant ni parmi les conseillers membres du conseil départemental au tableau duquel le praticien poursuivi est inscrit.

R. 4126-18 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 7

Sous l'autorité du président de la chambre et avec le concours du greffier de cette chambre, le rapporteur a qualité pour entendre les parties, recueillir tous témoignages et procéder à toutes constatations utiles à l'anifestation de la vérité. Il peut demander aux parties toutes pièces ou tous documents utiles à la solution du litige.

Le rapporteur dresse un procès-verbal de chaque audition. Il est donné lecture à chaque partie ou chaque témoin de sa déposition. Le procès-verbal est signé par le rapporteur et la personne entendue ou mention est faite qu'il ne peut ou ne veut pas signer.

Les pièces recueillies par le rapporteur et les procès-verbaux d'audition sont versés au dossier par le greffe qui les communique aux parties afin de leur permettre de présenter des observations dans les mêmes conditions que les mémoires.

Le rapporteur remet au président de la chambre son rapport qui constitue un exposé objectif des faits, des pièces du dossier et des actes

nacionalnim disciplinskim vijećima. Ovlasti dodijeljene predsjednicima upravnih i žalbenih upravnih sudova izvršavaju predsjednici disciplinskih vijeća za prvostupanjske postupke i predsjednici nacionalnih disciplinskih vijeća.

Pododjeljak 3: Istraga

R. 4126-20 Uredba br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Članci R. 623-1 do R. 623-7 Zakona o upravnom postupku koji se odnose na istragu primjenjuju se pred nacionalnim disciplinskim vijećem i vijećem za prvostupanjske postupke.

Pododjeljak 4: Razne odredne

R. 4126-21 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 8

U slučaju smrti zdravstvenog djelatnika kojeg se goni, odmah i definitivno se zaustavlja postupak pred disciplinskim vijećem za prvostupanjske postupke te pred nacionalnim disciplinskim vijećem.

Kod slučajeva kojima se ne može suditi, postupak se obustavlja obaviješću o smrti stranke koja tuži. Obustava traje do najave za nastavak postupka.

R. 4126-22 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Članci R. 626-4 i R. 636-1 Zakona o upravnom

<p>d'instruction accomplis.</p> <p>Sous-section 2 : Expertise</p> <p>R. 4126-19 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p><i>Les articles R. 621-1 à R. 621-11 et R. 621-14</i> du code de justice administrative relatifs à l'expertise sont applicables devant les chambres disciplinaires de première instance et devant les chambres disciplinaires nationales. Les compétences conférées aux présidents des tribunaux administratifs et à ceux des cours administratives d'appel sont exercées respectivement par les présidents des chambres disciplinaires de première instance et par les présidents des chambres disciplinaires nationales.</p> <p>Sous-section 3 : Enquête</p> <p>R. 4126-20 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p><i>Les articles R. 623-1 à R. 623-7</i> du code de justice administrative relatifs à l'enquête sont applicables devant les chambres disciplinaires de première instance et nationales.</p> <p>Sous-section 4 : Dispositions diverses</p> <p>R. 4126-21 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 8</p> <p>Le décès du praticien poursuivi met immédiatement et définitivement fin à la procédure tant devant la chambre disciplinaire de première instance que devant la chambre disciplinaire nationale.</p>	<p>postupku koji se odnose na izvođenje dokaza i povlačenje primjenjuju se pred nacionalnim disciplinskim vijećima i vijećem za prvostupajnske postupke.</p> <p>Odjeljak 6: Presuda</p> <p>Pododjeljak 1: Suzdržavanje, zapreka i izuzeće</p> <p>R. 4126-23 Uredba br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Član suda koji za sebe smatra da ima razlog izuzeća ili smatra da bi trebao biti suzdržan, zamjenjuje se drugim članom kojeg odredi predsjednik suda.</p> <p>Ako član disciplinske komore nije u mogućnosti prisustvovati ili biti suzdržan ili ako ovaj pristane na zahtjev za izuzećem, može ga zamijeniti jedan od zamjenskih članova, bez obzira na vijeće odjela u odboru u kojem je potonji registriran.</p> <p>R. 4126-24 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p><i>Članci R. 721-2 do R. 721-9</i> Zakona o upravnom postupku koji se odnose na suzdržavanje i izuzeće primjenjuju se pred disciplinskim vijećima za prvostupajnske postupke te pred nacionalnim vijećem.</p> <p>Pododjeljak 2: Održavanje ročišta i vijećanje</p> <p>R. 4126-25 Dekret br. 2008-484 od 22. svibnja</p>
---	--

<p>Dans les affaires qui ne sont pas en état d'être jugées, la procédure est suspendue par la notification du décès de la partie plaignante. Cette suspension dure jusqu'à la mise en demeure pour reprendre l'instance.</p> <p>R. 4126-22 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les <i>articles R. 626-4 et R. 636-1</i> du code de justice administrative relatifs à la notification des mesures d'instruction et au désistement sont applicables devant les chambres disciplinaires de première instance et nationales.</p> <p>Section 6 : Jugement</p> <p>Sous-section 1 : Abstention, empêchement et récusation</p> <p>R. 4126-23 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Le membre de la juridiction qui suppose en sa personne une cause de récusation ou estime en conscience devoir s'abstenir se fait remplacer par un autre membre que désigne le président de la juridiction.</p> <p>En cas d'empêchement ou d'abstention d'un membre titulaire de la chambre disciplinaire, ou si celui-ci acquiesce à une demande de récusation, il peut être remplacé indifféremment par un des membres suppléants, quel que soit le conseil départemental au tableau duquel ce dernier est inscrit.</p>	<p>2008. - čl. 22 (V)</p> <p>Ulogu svakog ročišta određuje predsjednik disciplinskog vijeća.</p> <p>Stranke su pozvane na ročište. Poziv strankama mora stići najmanje petnaest dana prije datuma održavanja ročišta.</p> <p>Dodatna razdoblja udaljenosti dodaju se u skladu s odredbama <i>članaka 643. i 644. Zakona o parničnom postupku.</i></p> <p>Međutim, kada komora izloži odredbe članka L. 4113-14, razdoblje dodatnog razmaka od mjesec dana može se smanjiti na petnaest dana, a razdoblje od dva mjeseca do mjesec dana.</p> <p>R. 4126-26 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Predmet se razmatra na javnoj raspravi. Međutim, predsjednik može, na vlastitu inicijativu ili na zahtjev jedne od strana, nakon što je, po potrebi, uzeo mišljenje izvjestitelja, zabraniti pristup sudnici tijekom cijelog ili dijela rasprave u interesu javnog dobra ili ako to opravdava poštivanje privatnog život ili medicinska povjerljivost.</p> <p>R. 4126-27 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Odluke donosi sudski sastav, većinom glasova, bez nazočnosti stranaka.</p>
---	---

<p>R. 4126-24 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les <i>articles R. 721-2 à R. 721-9</i> du code de justice administrative relatifs à l'abstention et à la récusation sont applicables devant les chambres disciplinaires de première instance et nationales.</p> <p>Sous-section 2 : Tenue de l'audience et délibéré</p> <p>R. 4126-25 Décret n°2008-484 du 22 mai 2008 - art. 22 (V)</p> <p>Le rôle de chaque audience est établi par le président de la chambre disciplinaire.</p> <p>Les parties sont convoquées à l' audience. La convocation doit parvenir aux parties quinze jours au moins avant la date de l' audience.</p> <p>Les délais supplémentaires de distance s' ajoutent conformément aux dispositions des <i>articles 643 et 644 du code de procédure civile</i>.</p> <p>Toutefois, lorsque la chambre est saisie en application des dispositions de l' article L. 4113- 14, le délai supplémentaire de distance d' un mois peut être réduit à quinze jours et le délai de deux mois à un mois.</p> <p>R. 4126-26 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les affaires sont examinées en audience publique. Toutefois, le président peut, d'office ou à la demande d'une des parties, après avoir, le cas échéant, pris l'avis du rapporteur,</p>	<p>U slučaju izjednačenja, presudni je glas predsjednika.</p> <p>R. 4126-28 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 9</p> <p>Članci R. 731-1 do R. 731-5 zakona o upravnom postupku koji se odnose na održavanje rasprave i vijeće primjenjuju se pred disciplinskim vijećima za prvostupanjske postupke te pred i nacionalnim vijećem.</p> <p>Pododjeljak 3: Odluka</p> <p>R. 4126-29 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 10</p> <p>Odluka sadrži imena stranaka, stručnu kvalifikaciju zdravstvenog djelatnika kojeg se goni, analizu zaključaka i podnesaka, kao i odobrenja zakonskih ili regulatornih odredbi na koje se odnosi. Također se navodi da su saslušani izvjestitelj te, po potrebi, stranke, osobe koje su ih zastupale ili im pomagale, kao i bilo koja osoba pozvana na ročište. U odluci se navodi da je saslušanje bilo javno, osim ako su se primjenjivale odredbe iz članka R. 4126-26. U tom slučaju navodi se da se saslušanje bilo zatvoreno za javnost. U odluci se utvrđuje datum saslušanja te datum objavljivanje istog saslušanja. Sadrži i imena predsjednika i ispitivača. U svojoj izreci navodi imena stranaka i vlasti na koju se odnosi. Izreka je podijeljena na članke te joj prethodi riječ</p>
---	---

interdire l'accès de la salle pendant tout ou partie de l'audience dans l'intérêt de l'ordre public ou lorsque le respect de la vie privée ou du secret médical le justifie.

R. 4126-27 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Les décisions sont prises par la formation de jugement, à la majorité des voix, hors la présence des parties.

En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

R. 4126-28 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 9

Les articles *R. 731-1 à R. 731-5* du code de justice administrative relatifs à la tenue de l'audience et au délibéré sont applicables devant les chambres disciplinaires de première instance et nationales.

Sous-section 3 : Décision

R. 4126-29 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 10

La décision contient le nom des parties, la qualification professionnelle du praticien objet de la plainte, l'analyse des conclusions et mémoires ainsi que les visas des dispositions législatives ou réglementaires dont elle fait application.

Mention y est faite que le rapporteur et, s'il y a lieu, les parties, les personnes qui les ont représentées ou assistées ainsi que toute personne convoquée à l'audience ont été

„odlučuje“. Izvornik odluke potpisuje predsjednik sudskog sastava i administrativni referent (zapisničar). R. 4126-30 Dekret br. 2014-545 od 26. svibnja 2014. - čl. 3

Odluke disciplinskog vijeća kojima se izriče kazna privremene zabrane obavljanja djelatnosti, izbacivanja iz komore ili nalog predsjednika određuju razdoblje izvršenja ili datum stupanja na snagu ove sankcije, uzimajući u obzir žalbeni rok, te ukoliko se radi o nacionalnom vijeću, po potrebi, rok za podnošenje prigovora. Ako se u odluci ne navodi razdoblje izvršenja, kazna je izvršiva dan nakon što postane pravomoćna.

Ako navedene činjenice protiv dotične osobe otkrivaju nedostatak profesionalne kompetencije zdravstvenog djelatnika, disciplinska mu komora može naložiti da, u skladu s člankom **L. 4124-6-1**, prođe obuku, osim ako je komora obaviještena da je vještačenje prema članku **R. 4124-3-5** u tijeku je ili je provedeno u godini koja je prethodila pokretanju tužbe prema kojoj se ista naređuje. Komora prenosi svoju odluku regionalnom ili međuregionalnom vijeću koje provodi postupak predviđen člancima **R. 4124-3-5** do **R. 4124-3-7** kako bi se definirali uvjeti obuke koje je naložilo disciplinsko vijeće i po potrebi donijele odluke o privremenoj, potpunoj ili djelomičnoj suspenziji prava na obavljanje

<p>entendues.</p> <p>La décision mentionne que l'audience a été publique sauf s'il a été fait application des dispositions de l'article R. 4126-26. Dans ce dernier cas, il est mentionné que l'audience a eu lieu ou s'est poursuivie hors la présence du public.</p> <p>La décision fait apparaître la date de l'audience et la date à laquelle elle a été rendue publique. Elle mentionne les noms du président et des assesseurs. Son dispositif mentionne le nom des parties et autorités auxquelles elle est notifiée.</p> <p>Le dispositif des décisions est divisé en articles et précédé du mot "décide".</p> <p>La minute de la décision est signée par le président de la formation de jugement et le greffier de l'audience.</p> <p>R. 4126-30 Décret n°2014-545 du 26 mai 2014 - art. 3</p> <p>Les décisions de la chambre disciplinaire prononçant une peine d'interdiction temporaire d'exercer la profession ou de radiation ou les ordonnances de son président fixent la période d'exécution ou la date d'effet de cette sanction en tenant compte du délai d'appel et, s'agissant de la chambre nationale, le cas échéant, du délai d'opposition.</p> <p>Si la décision ne précise pas de période d'exécution, la peine est exécutoire le lendemain du jour où elle devient définitive.</p>	<p>djelatnosti. Regionalno ili međuregionalno vijeće obavještava komoru o poduzetim radnjama nastavno na njihovu odluku.</p> <p>R. 4126-31 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 10</p> <p>Članci zakona o upravnom postupku R. 741-11 koji se odnose na ispravljanje materijalnih pogrešaka, R. 741-12 koji se odnose na novčanu kaznu za zloupotrebu, R. 742-2, s izuzetkom posljednjeg stavka i R. 742 - 4 do R. 742-6 koji se odnose na odredbe naloga primjenjive su pred disciplinskim vijećima. Za primjenu ovih odredbe, ovlasti dodijeljene predsjedniku upravnog suda i predsjedniku upravnog žalbenog suda izvršavaju predsjednik disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke te predsjednik nacionalnog stegovnog vijeća.</p> <p>Pododjeljak 4: Obavijest o odluci</p> <p>R. 4126-32 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 11</p> <p>Pismo obavijesti u kojem se navodi pojašnjenje odluke disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke ili pojašnjenje naloga predsjednika vijeća, uključuje rok za podnošenje žalbe, osim ako vijeće nije izjavilo primjenu odredaba Članak L. 4113-14, koje ukazuju na suspenziju. Navodi se također da se osporena odluka mora priložiti. Pismo obavijesti sadrži također</p>
---	--

Lorsque les faits reprochés à l'intéressé ont révélé une insuffisance de compétence professionnelle du praticien, la chambre disciplinaire peut lui enjoindre, en application de l'article **L. 4124-6-1**, de suivre une formation, sauf si la chambre est informée qu'une expertise ordonnée en application de l'article **R. 4124-3-5** est en cours de réalisation ou a été réalisée dans l'année précédant l'enregistrement de la plainte sur laquelle elle a statué.

La chambre transmet sa décision au conseil régional ou interrégional qui met en oeuvre la procédure prévue aux articles **R. 4124-3-5** à **R. 4124-3-7** afin, notamment, de définir les modalités de la formation enjointe par la chambre disciplinaire et de prononcer, le cas échéant, une décision de suspension temporaire, totale ou partielle, du droit d'exercer. Le conseil régional ou interrégional tient la chambre informée des suites réservées à sa décision.

R. 4126-31 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 10

Les articles du code de justice administrative **R. 741-11** relatif à la rectification des erreurs matérielles, **R. 741-12** relatif à l'amende pour recours abusif, **R. 742-2** à l'exception du dernier alinéa et **R. 742-4** à **R. 742-6** relatifs aux dispositions propres aux ordonnances sont applicables devant les chambres disciplinaires.

dodatna razdoblja zbog daljine koja se primjenjuju u skladu s odredbama članaka **643. i 644.** Zakona o parničnom postupku (građanskom).

Obavijest se isti dan šalje svim strankama, na njihovu posljednju poznatu adresu, preporučenim pismom s potvrdom o primitku ili, po potrebi, dostavljanjem ovrhovoditelja. Odredbe članka **R. 751-1** Zakonika o upravnom postupku koje se odnose na nalog za izvršenje kojeg moraju sadržavati dopunjene odluke primjenjuju se pred disciplinskim vijećima.

R. 4126-33 Dekret br. 2020-727 od 15. lipnja 2020. - čl. 2

O odlukama disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke te o nalogima predsjednika vijeća liječnika kojeg se goni obavještava registar, te po potrebi, njegovog odvjetnika, autora tužbe, vijeće odjela koje je podnijelo žalbu ili ju formiralo, odjelnom vijeću u čijem je odboru zdravstveni djelatnik registriran na datum obavijesti, državnom tužitelju (Francuske) u čijoj je nadležnosti zdravstveni djelatnik registriran u komoru, glavnom direktoru regionalne zdravstvene agencije, nacionalnom vijeću i ministru zdravstva. Odluke se također prijavljuju službi za zdravstvenu potporu u oružanim snagama za liječnike obuhvaćene situacijama u skladu sa statutom, a koje su spomenute u članku **L.**

Pour l'application de ces dispositions, les compétences conférées au président du tribunal administratif et au président de la cour administrative d'appel sont exercées respectivement par le président de la chambre disciplinaire de première instance et le président de la chambre disciplinaire nationale.

Sous-section 4 : Notification de la décision

R. 4126-32 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 11

La lettre de notification qui accompagne l'ampliation de la décision de la chambre disciplinaire de première instance ou de l'ordonnance de son président indique le délai dans lequel l'appel peut être formé et précise, au cas où la chambre est saisie en application des dispositions de l'article **L. 4113-14**, que celui-ci a un effet suspensif. Elle indique également que la décision contestée doit être jointe.

La lettre de notification indique que les délais supplémentaires de distance s'appliquent conformément aux dispositions des articles **643** et **644** du code de procédure civile.

La notification est faite le même jour pour toutes les parties, au dernier domicile connu, par lettre recommandée avec avis de réception ou, le cas échéant, par voie de signification par huissier.

Les dispositions de l'article **R. 751-1** du code de justice administrative relatives à la formule

4061-3.

Ako zdravstveni djelatnik odrađuje djelatnost na više mjesta, iste odluke i nalozi šalju se odjelnim vijećima te odjelnim i regionalnim nadležnostima mjesta u kojem se obavlja djelatnost. Ako zdravstveni djelatnik odrađuje djelatnost u Saint-Pierre-et-Miquelon, o odluci se obavještava vlast u skladu s člankom **L. 4123-15**.

R. 4126-34 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 11

Ukoliko zdravstveni djelatnik kojeg se goni odrađuje djelatnost u zdravstvenoj ustanovi, socijalnoj i medicinsko-socijalnoj ustanovi, zdravstvenom centru ili u okviru obavljanja prakse u društvu o odlukama i nalogima obavještava se generalni direktor regionalne zdravstvene agencija koji o tome izvještava direktora, voditelja i suradnike iste strukture.

R. 4126-35 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Ako je praktikant koji je optužen za jednu od zabrana obavljanja djelatnosti predviđenih u 3^o i 4^o **članku L. 4124-6** ili kazne isključenja, također zadužen za obavljanje nastave, odluke i naredbe se čim postanu pravomoćne i izvršne, priopćavaju se rektoru akademije u kojoj predaje. R. 4126-36 Dekret br. 2019-1286 od 3.

exécutoire dont doivent être revêtues les ampliations des décisions sont applicables devant les chambres disciplinaires.

R. 4126-33 Décret n°2020-727 du 15 juin 2020 - art. 2

Les décisions de la chambre disciplinaire de première instance et les ordonnances de son président sont notifiées par le greffe au praticien poursuivi et le cas échéant à son avocat, à l'auteur de la plainte, au conseil départemental qui a transmis la plainte ou qui l'a formée, au conseil départemental au tableau duquel le praticien est inscrit à la date de la notification, au procureur de la République près le tribunal judiciaire dans le ressort duquel le praticien est inscrit au tableau, au directeur général de l'agence régionale de santé, au conseil national

de l'ordre intéressé et au ministre chargé de la santé. Elles sont également notifiées, pour les praticiens relevant de l'une des situations statutaires mentionnées à l'article **L. 4061-3**, au service de santé des armées.

Si le praticien exerce en plusieurs lieux, les mêmes décisions et ordonnances sont communiquées aux conseils départementaux et autorités départementales et régionales dans le ressort de ces lieux d'exercice.

Si le praticien exerce à Saint-Pierre-et-Miquelon, la décision est notifiée à la délégation prévue à l'article **L. 4123-15**.

prosinca 2019. - čl. 11

Ukoliko je optuženi zdravstveni djelatnik državljanin države članice Europske unije ili stranka sporazuma o Europskom gospodarskom prostoru, osim Francuske, odluka disciplinske komore za prvostupajnske postupke dostavlja se nadležnim tijelima države članice ili stranka podrijetla.

U slučaju da se radi o zdravstvenom djelatniku državljaninu Francuske ili državljaninu jedne od država članica Europske unije ili stranaka Sporazuma o Europskom gospodarskom prostoru koji je na dan obavijesti zatražio da bude boravak u jednoj od država članica Europske unije ili stranke sporazuma o Europskom gospodarskom prostoru, odluka se također dostavlja nadležnom tijelu države članice ili stranke primateljice. Nadležno tijelo bilo koje države članice Europske unije ili stranke Sporazuma o Europskom gospodarskom prostoru može, na obični zahtjev, dobiti kopiju odluke disciplinske komore bilo kojim putem, uključujući i elektroničkim. Nadležno tijelo koje podnosi zahtjev obavještava se je li priopćena odluka konačna. R. 4126-37 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Odluka disciplinskog vijeća prvog stupnja

R. 4126-34 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 11

Lorsque le praticien poursuivi exerce dans un établissement de santé, dans un établissement social ou médicosocial, dans un centre de santé ou dans le cadre d'une société d'exercice, les décisions et ordonnances sont notifiées au directeur général de l'agence régionale de santé, qui les communique au directeur, au gérant ou aux associés de cette structure.

R. 4126-35 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Si le praticien, objet d'une des peines d'interdiction d'exercer prévues au 3° et au 4° de *l'article L. 4124-6* ou de la peine de la radiation, est chargé de fonctions d'enseignement, les décisions et ordonnances sont communiquées, dès qu'elles sont devenues définitives et exécutoires, au recteur de l'académie dans laquelle il enseigne.

R. 4126-36 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 11

Lorsque le praticien mis en cause est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen autre que la France, la décision de la chambre disciplinaire de première instance est notifiée aux autorités compétentes de l'Etat membre ou partie d'origine et de l'Etat membre ou partie de provenance.

objavljuje se na oglasnoj ploči.

Komora može donijeti odluku da imena i adrese stranaka budu anonimni, osobito ako bi te informacije mogle kršiti poštivanje privatnog života ili medicinsku povjerljivost. Isto se odnosi na primjerke poslane trećim stranama.

R. 4126-38 Dekret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 11

Nacionalno odvjetnička komora obavještava sva vijeća odjela i ravnatelja Nacionalnog saveza za zdravstveno osiguranje bilo kojim putem, o odlukama koje je donijelo disciplinsko vijeća prvog stupnja, a koje su postale pravomoćne i izvršne, izričući kaznu zabrane obavljanja djelatnosti ili izbacivanja iz komore.

R. 4126-39 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Obavijesti predviđene u *člancima R. 4126-36* i *R. 4126-38* predmet su naredbi izdatih u skladu s *člankom R. 4126-5* i određivanjem roka izvršenja kazne zabrane obavljanje djelatnosti ili brisanja iz komore.

R. 4126-40 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Odluke disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke i naredbe njegova predsjednika postaju konačne dan nakon isteka žalbenog

<p>Lorsqu'il s'agit d'un praticien français ou ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen qui, au jour de la notification, s'est établi ou a demandé son établissement dans un des Etats membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, la décision est, en outre, notifiée à l'autorité compétente de l'Etat membre ou partie d'accueil.</p> <p>L'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen peut obtenir, sur simple demande, copie d'une décision d'une chambre disciplinaire, par tout support y compris par voie électronique. L'autorité compétente auteur de la demande est informée du caractère définitif ou non de la décision communiquée.</p> <p>R. 4126-37 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>La décision de la chambre disciplinaire de première instance est rendue publique par affichage.</p> <p>Les noms et adresses des parties peuvent être rendus anonymes par la chambre disciplinaire, notamment lorsque ces mentions pourraient porter atteinte au respect de la vie privée ou du secret médical.</p> <p>Il en est de même dans les copies adressées aux tiers.</p>	<p>roka ukoliko žalba nije podnesena.</p> <p>Ako se žalba podnese, odluka disciplinskog vijeća za prvostupajnske postupke postaje konačna na dan obavještanja zdravstvenog djelatnika o odluci nacionalne disciplinske komore ili o nalogu predsjednika kojim se odbija žalba.</p> <p>Pododjeljak 5: Troškovi i izdaci</p> <p>R. 4126-41 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Troškove odluke disciplinske komore za prvostupajnske postupke ili odluka predsjednika o snošenju troškova koja je u skladu s člankom R. 4126-5, bilo da je konačna ili ju je nacionalna disciplinska komora preinačila, podmiruje regionalno ili međuregionalno vijeće reda.</p> <p>Troškove odluke nacionalne disciplinske komore snosi nacionalno vijeće.</p> <p>Konačne odluke i nalozi o osudi čine temelj izvršnog naslova za povrat troškova.</p> <p>Kada radi povrata troškova regionalno, međuregionalno vijeće ili nacionalno vijeće moraju primijeniti sredstva izvršenja običajnog prava, izdaci isplaćeni u tu svrhu dodaju se troškovima.</p> <p>Kada se troškovi terete državi, primjenjuju za</p>
---	---

<p>R. 4126-38 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 11</p> <p>Le conseil national de l'ordre informe l'ensemble des conseils départementaux et le directeur de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie, par tout support, des décisions rendues par les chambres disciplinaires de première instance, devenues définitives et exécutoires, prononçant la peine de l'interdiction d'exercer ou de radiation du tableau.</p> <p>R. 4126-39 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Font l'objet des notifications prévues aux articles R. 4126-36 et R. 4126-38 les ordonnances prises en application de l'article R. 4126-5 et fixant une période d'exécution pour une peine d'interdiction d'exercer ou pour la peine de radiation.</p> <p>R. 4126-40 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les décisions de la chambre disciplinaire de première instance et les ordonnances de son président deviennent définitives le lendemain de l'expiration du délai d'appel si aucun appel n'est formé.</p> <p>Lorsqu'un appel est formé, la décision de la chambre disciplinaire de première instance devient définitive à la date de notification au praticien de la décision de la chambre disciplinaire nationale ou de l'ordonnance de</p>	<p>exécution des décisions administratives.</p> <p>R. 4126-42 Décret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Članak R. 761-1 Zakona o upravnim sporovima primjenjiv je pred disciplinskim vijećima.</p> <p>U slučaju povlačenja tužbe, troškove može snositi podnositelj tužbe ili podnositelj zahtjeva.</p> <p>Odjeljak 7: Pravni lijekovi</p> <p>R. 4126-43 Décret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Proceduralna pravila definirana u odjeljcima od 3. do 6. primjenjiva su pred nacionalnim disciplinskim vijećem, podložno sljedećim odredbama.</p> <p>Pododjeljak 1: Žalba</p> <p>R. 4126-44 Décret br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 12</p> <p>Žalbeni rok traje trideset dana od obavještenja o odluci.</p> <p>Dodatna razdoblja zbog udaljenosti dodaju se razdoblju predviđenom u prethodnom stavku, u skladu s odredbama članaka 643. i 644. Zakona o parničnom postupku.</p> <p>Ako se u obavijesti o odluci disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke ne navede</p>
---	---

son président rejetant l'appel.

Sous-section 5 : Frais et dépens

R. 4126-41 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Les dépens d'une décision de la chambre disciplinaire de première instance ou d'une ordonnance de son président prise en application de *l'article R. 4126-5* devenue définitive ou réformée par la chambre disciplinaire nationale sur la charge des dépens sont recouverts par le conseil régional ou interrégional de l'ordre.

Les dépens d'une décision de la chambre disciplinaire nationale sont recouverts par le conseil national.

Les décisions et ordonnances définitives de condamnation constituent le titre exécutoire de recouvrement des dépens.

Lorsque, pour recouvrer les dépens, le conseil régional ou interrégional ou le conseil national de l'ordre doit mettre en oeuvre les voies d'exécution de droit commun, les frais déboursés à cet effet s'ajoutent aux dépens.

Lorsque les dépens sont mis à la charge de l'Etat, il est fait application des procédures applicables à l'exécution des décisions administratives.

R. 4126-42 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

L'article R. 761-1 du code de justice administrative est applicable devant les

tridesetodnevno žalbeno razdoblje, primjenjuje se dvomjesečno razdoblje.

Ako se obavijest vrati u registar s napomenom "pismo obaviješteno i nepodneseno" ili "pismo odbijeno i nepodneseno", žalba se može podnijeti u roku od trideset dana od datuma podnošenja preporučenog pisma.

Ako se obavijest vrati u registar s naznakom "primatelj nepoznat na adresi", žalbu je dopušteno podnijeti u roku od trideset dana od datuma na poštanskom žigu.

R. 4126-45 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Žalba se mora podnijeti ili poslati poštom u registar nacionalne disciplinske komore.

Po primitku žalbenog zahtjeva, registar obavještava sve adresate na koje se odnosi odluka o evidentiranju žalbe i o njezinom učinku odgode. Također obavještava disciplinsko vijeće za prvostupanjske postupke koje mu u roku od osam dana šalje spis predmeta.

Međutim, ako, po primitku žalbe, predsjednik presudi pravilnikom u skladu s odredbama članka R. 4126-5, primatelji osporene odluke dobivaju obavijest o ovom pravilniku, a da ne moraju biti obaviješteni prije poziva.

Ako je odgoda utjecala na razdoblje izvršenja

<p>chambres disciplinaires.</p> <p>En cas de désistement, les dépens peuvent être mis à la charge du plaignant ou du requérant.</p> <p>Section 7 : Voies de recours</p> <p>R. 4126-43 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les règles de procédure définies aux sections 3 à 6 sont applicables devant la chambre disciplinaire nationale, sous réserve des dispositions qui suivent.</p> <p>Sous-section 1 : Appel</p> <p>R. 4126-44 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 12</p> <p>Le délai d'appel est de trente jours à compter de la notification de la décision.</p> <p>Les délais supplémentaires de distance s'ajoutent au délai prévu à l'alinéa précédent, conformément aux dispositions des articles 643 et 644 du code de procédure civile.</p> <p>Le défaut de mention, dans la notification de la décision de la chambre disciplinaire de première instance, du délai d'appel de trente jours emporte application du délai de deux mois.</p> <p>Si la notification est revenue au greffe avec la mention “ pli avisé et non réclamé ” ou “ pli refusé et non réclamé ”, l'appel est recevable dans le délai de trente jours qui suit la date de présentation de la lettre recommandée.</p> <p>Si la notification est revenue au greffe avec la</p>	<p>kazne utvrđene u odluci za prvostupanje postupke, predsjednik istim pravilnikom određuje nove datume za izvršenje.</p> <p>Pododjeljak 2: Obavijest o odluci</p> <p>R. 4126-46 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007</p> <p>Odluke nacionalne disciplinske komore i uredbe predsjednika dostavljaju se osobama i tijelima koja su primila obavijest o odluci za prvostupanje postupke, kao i disciplinskom vijeću za prvostupanje postupke koje je donijelo navedenu odluku.</p> <p>Ako je na datum obavijesti zdravstveni djelatnik koji je gonjen registriran ili je u postupku registracije u drugom odjelu, odluka se također obavještava odjelnim vijećem ovog odjela, kao i ako se odlukom izriče disciplinska kazna, ista tijela ovog odjela i, gdje je primjenjivo, ove nove regije.</p> <p>R. 4126-47 Uredba br. 2019-1286 od 3. prosinca 2019. - čl. 13</p> <p>Odluka nacionalnog disciplinskog vijeća ili uredba predsjednika ovog vijeća donesena u skladu s člankom R. 4126-5 postaje konačna na dan kada zdravstveni djelatnik primi obavijest.</p> <p>Ako se obavijest vrati s napomenom "preporučena pošiljka nije preuzeta" ili "pošiljka odbijena i nije preuzeta" u registar,</p>
--	---

mention “ destinataire inconnu à l'adresse ”, l'appel est recevable dans le délai de trente jours qui suit la date du cachet de la poste.

R. 4126-45 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

L'appel doit être déposé ou adressé par voie postale au greffe de la chambre disciplinaire nationale.

Dès réception de la requête d'appel, le greffe avertit tous les destinataires de la décision attaquée de l'enregistrement de l'appel et de son effet suspensif. Il en avise également la chambre disciplinaire de première instance qui lui transmet dans les huit jours le dossier de l'affaire.

Toutefois, si, dès réception de l'appel, le président statue par voie d'ordonnance en application des dispositions de ***l'article R. 4126-5***, les destinataires de la décision attaquée reçoivent notification de cette ordonnance sans avoir à être informés au préalable de l'appel.

Si le caractère suspensif de l'appel a eu un effet sur la période d'exécution de la peine fixée dans la décision de première instance, le président fixe, par la même ordonnance, de nouvelles dates pour cette exécution.

Sous-section 2 : Notification de la décision

R. 4126-46 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Les décisions de la chambre disciplinaire

ona postaje pravomoćna na dan predaje omotnice na adresu zdravstvenog djelatnika.

Ako se obavijest vrati s napomenom "nepoznati primatelj na adresi", ona postaje konačna od datuma na poštanskom žigu.

Ako obavijest izvrši izravno ovrhovoditelj, ona postaje konačna od datuma njegovog obavještenja. R. 4126-48 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Obavijest o odluci nacionalne disciplinske komore ili o uredbi njezinog predsjednika ukazuje na to da odvjetnik pred Državnim vijećem može uložiti kasacijsku žalbu Državnom vijeću i Sudu s odgodom od dva mjeseca od primitka gore spomenute obavijesti. U slučaju da žalba ima za posljedicu obustavu izvršenja odluke, u obavijesti se ona precizira. U suprotnom, obavijest ukazuje da žalba nema učinak odgode i podsjeća da se od državnog vijeća može zatražiti obustava izvršenja pod uvjetima definiranim u *člancima R. 821-5 i R. 821-5-1* zakona o upravnim sporovima.

Pododjeljak 3: Prigovor

R. 4126-49 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Kad je odluka nacionalne disciplinske komore

nationale et les ordonnances de son président sont notifiées aux personnes et autorités qui ont reçu notification de la décision de première instance ainsi qu'à la chambre disciplinaire de première instance qui a pris la décision déferée.

Si, à la date de notification, le praticien poursuivi est inscrit ou en cours d'inscription dans un autre département, la décision est également notifiée au conseil départemental de ce département ainsi que, si la décision prononce une peine disciplinaire, aux mêmes autorités de ce département et, le cas échéant, de cette nouvelle région.

R. 4126-47 Décret n°2019-1286 du 3 décembre 2019 - art. 13

La décision de la chambre disciplinaire nationale ou l'ordonnance du président de cette chambre prise en application de l'article **R. 4126-5** devient définitive le jour où le praticien en reçoit notification.

Si la notification est retournée avec la mention “ pli avisé et non réclamé ” ou “ pli refusé et non réclamé ” au greffe, elle devient définitive à la date de présentation du pli à l'adresse du praticien.

Si la notification est retournée avec la mention “ destinataire inconnu à l'adresse ”, elle devient définitive à la date du cachet de la poste.

Si la notification est faite directement par huissier, elle devient définitive à dater de cette

ouverte pour le recours en appel, l'avis est adressé par le médecin de santé publique à l'administration de la région, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de dix jours à compter de la date de notification de la décision de première instance. Le recours en appel est formé par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de dix jours à compter de la date de notification de la décision de première instance, au président de la chambre disciplinaire de première instance de la région concernée. Le recours en appel est formé par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de dix jours à compter de la date de notification de la décision de première instance, au président de la chambre disciplinaire de première instance de la région concernée.

Ako ovim pododjeljkom nije drugačije predviđeno, prigovori se podnose slijedeći pravila koja se odnose na uvođenje žalbenog tijela. Također se primjenjuju odredbe odjeljaka 4. do 6. ovog poglavlja.

R. 4126-50 Décret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Odluka koja dopušta podnošenje žalbe po potrebi vraća stranke u prvotni položaj.

R. 4126-51 Décret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007.

Na presude i odredbe disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke ne može se podnijeti žalba.

Pododjeljak 4: Žalba za ispravljanje materijalne pogreške

R. 4126-52 Décret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007.

Odredbe članka R. 833-1 Zakona o upravnim sporovima primjenjuju se pred nacionalnom disciplinskom vijećem.

Pododjeljak 5: Postupak revizije

R. 4126-53 Décret br. 2007-434 od 25. ožujka

signification.

R. 4126-48 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

La notification de la décision de la chambre disciplinaire nationale ou de l'ordonnance de son président indique qu'un recours en cassation peut être formé devant le Conseil d'Etat par le ministère d'un avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation dans le délai de deux mois à compter de la réception de ladite notification Dans le cas où le pourvoi a pour effet de suspendre l'exécution de la décision, la notification le précise.

Dans le cas contraire, la notification indique que le pourvoi n'a pas d'effet suspensif et rappelle que le sursis à exécution peut être demandé au Conseil d'Etat dans les conditions définies aux *articles R. 821-5 et R. 821-5-1* du code de justice administrative.

Sous-section 3 : Opposition

R. 4126-49 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Lorsque la décision de la chambre disciplinaire nationale est susceptible d'opposition, la notification adressée au praticien mis en cause mentionne que l'opposition peut être formée dans un délai de cinq jours, dans les conditions fixées par *l'article L. 4126-4*.

Sauf dispositions contraires prévues par la présente sous-section, l'introduction de l'opposition suit les règles relatives à

2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Revizija konačne odluke disciplinskog vijeća za prvostupanjske postupke ili nacionalnog stegovnog vijeća o privremenoj zabrani obavljanja djelatnosti sa ili bez suspenzije ili izbacivanja iz registra, zdravstveni djelatnik kojeg se goni može potražiti:

1 ° Ako je osuđen zbog lažnih dokaza, zbog pismenog ili usmenog svjedočenja osobe koja je procesuirana i naknadno osuđena zbog lažnog svjedočenja protiv zdravstveni djelatnik;

2 ° Ako je osuđen zbog nepodnošenja dokaza kojeg je zadržala protivnička strana;

3 ° Ako se nakon izricanja odluke dogodi ili izađe na vidjelo činjenica ili se otkriju dokazi koji nisu postojali tijekom saslušanja, a sada mogu utvrditi njegovu nevinost.

R. 4126-54 Dekret br. 2007-434 od 25. ožujka 2007. - čl. 3 () JORF 27. ožujka 2007

Žalba se mora podnijeti vijeću koje je donijelo odluku, a čije se preispitivanje traži, u roku od dva mjeseca od dana kad je zdravstveni djelatnik saznao za razlog revizije na koji se poziva, u istim oblicima kao i inicijalni.

Ova žalba nema učinak odgode.

Kad je žalba prošla reviziju, vijeće proglašava ranije donesenu odluku ništetnom i ponovno

<p>l'introduction de l'instance d'appel. Sont de même applicables les dispositions des sections 4 à 6 du présent chapitre.</p> <p>R. 4126-50 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>La décision qui admet l'opposition remet, s'il y a lieu, les parties dans le même état où elles étaient auparavant.</p> <p>R. 4126-51 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les jugements et ordonnances des chambres disciplinaires de première instance ne sont pas susceptibles d'opposition.</p> <p>Sous-section 4 : Recours en rectification d'erreur matérielle</p> <p>R. 4126-52 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>Les dispositions de <i>l'article R. 833-1</i> du code de justice administrative sont applicables devant la chambre disciplinaire nationale.</p> <p>Sous-section 5 : Recours en révision</p> <p>R. 4126-53 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007</p> <p>La révision d'une décision définitive de la chambre disciplinaire de première instance ou de la chambre disciplinaire nationale portant interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis ou radiation du tableau de l'ordre peut être demandée par le praticien objet de la sanction :</p> <p>1° S'il a été condamné sur pièces fausses ou sur</p>	<p>odlucuje o početnom zahtjevu.</p> <p>Primjenjuju se odredbe odjeljaka 4., 5., 6. i 7. ovog poglavlja.</p> <p>Odluke o žalbi na reviziju nisu podložne protivljenju.</p> <p>Mogu biti predmet kasacijske žalbe pred Državnim vijećem.</p> <p>Ako je već uložena revizija na odluku, druga žalba protiv iste odluke nije dopuštena.</p>
--	--

le témoignage écrit ou oral d'une personne poursuivie et condamnée postérieurement pour faux témoignage contre le praticien ;

2° S'il a été condamné faute d'avoir produit une pièce décisive qui était retenue par la partie adverse ;

3° Si, après le prononcé de la décision, un fait vient à se produire ou à se révéler ou lorsque des pièces, inconnues lors des débats, sont produites, de nature à établir l'innocence de ce praticien.

R. 4126-54 Décret n°2007-434 du 25 mars 2007 - art. 3 () JORF 27 mars 2007

Le recours doit être présenté devant la chambre qui a rendu la décision dont la révision est demandée dans le délai de deux mois à compter du jour où le praticien a eu connaissance de la cause de révision qu'il invoque, dans les mêmes formes que celles dans lesquelles devait être introduite la requête initiale.

Ce recours n'a pas d'effet suspensif.

Lorsque le recours en révision est recevable, la chambre déclare la décision attaquée nulle et non avenue et statue à nouveau sur la requête initiale.

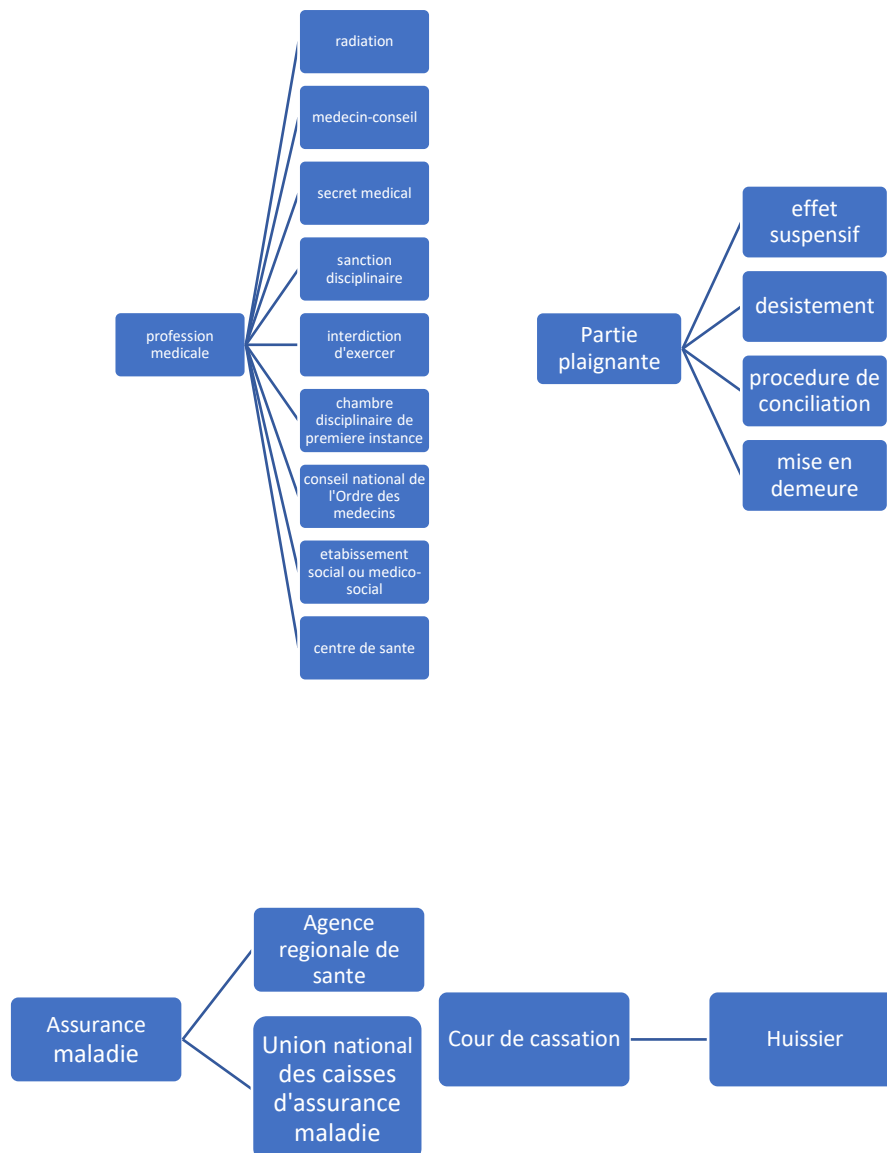
Les dispositions des sections 4, 5, 6 et 7 du présent chapitre sont applicables.

Les décisions statuant sur le recours en révision ne sont pas susceptibles d'opposition.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours en cassation devant le Conseil d'Etat.

Lorsqu'il a été statué sur un premier recours en révision, un second recours contre la même décision n'est pas recevable.

8. ARBRE DU DOMAINE



9. CONCLUSION

Le thème et l'objectif de ce mémoire n'était pas simplement de créer les fiches terminologiques et de traduire *Code de la santé publique ; Partie réglementaire*, mais aussi de montrer l'importance de la terminologie dans le travail d'un traducteur en langue spécialisée et

langue commune, et nécessite une étude approfondie sur différents thèmes. Pour pouvoir traduire correctement, il fallait non seulement connaître l'équivalent d'un mot, mais aussi le contexte, la définition, les synonymes, parfois l'origine. Il faut connaître le vrai sens et le signifiant d'un concept. Les termes analysés dans ce mémoire sont: “ profession médicale ”, “ radiation ”, “médecin-conseil”, “secret médical”, “sanction disciplinaire”, “interdiction d'exercer”, “partie plaignante”, “assurance maladie”, “agence régionale de sante”, “chambre disciplinaire de première instance”, “cour de cassation”, “huissier”, “le conseil national de l'Ordre des médecins”, “établissement social ou médico-social”, “union nationale des caisses d'assurance maladie ”, “centre de santé”, “effet suspensif”, “désistement”, “procédure de conciliation”, “mise en demeure”.

Lors de la traduction du texte, nous avons utilisé les termes spécialisés car il s'agit d'un texte juridique. Bien qu'il puisse y avoir plus d'équivalents d'un terme, nous avons choisi les termes qui convient le mieux au public. Par exemple pour *praticien – praktičar, liječnik, zdravstveni djelatnik*, nous avons choisi le terme *zdravstveni djelatnik*. Les fiches terminologiques nous ont aidé à traduire le texte plus rapidement car en lisant de nombreux articles sur un terme, je comprends le texte en profondeur. Par exemple, pour trouver l'équivalent du terme *établissement social ou médico-social* il faut comprendre de quoi il s'agit, il faut lire bon nombre d'articles en français, puis en croate pour pouvoir comparer les deux termes et trouver l'équivalent s'il existe. Lors de la création des fiches, le plus gros problème a été de trouver la bonne définition des termes croates puisque même si les termes sont mentionnés dans les articles, les articles consultés ne proposent pas la définition.

La terminologie juridique doit être mise à jour régulièrement. Le droit et les lois se développent chaque jour, il est donc nécessaire de créer de nouveaux termes qui peuvent être facilement compris dans n'importe quelle langue. Certains termes du langage juridique se retrouvent dans différents domaines tels que l'économie, il faut donc faire attention du début à la fin du processus de traduction. Il est nécessaire de mettre à jour la terminologie non seulement pour faciliter la communication entre spécialistes ou pour offrir la terminologie aux traducteurs, mais aussi pour enrichir l'offre linguistique.

La forme verbale n'est pas préférée mais elle a sa fonction de l'obligation, l'interdiction ou permission située dans le temps verbal présent. Dans les deux langues, croate et français, les mêmes formes syntaxiques sont utilisées, les formes pour présenter l'objet de la manière le plus claire.

Mots-clés : collocations, verbe spécialisé, droit de santé, traduction, domaine juridique

CORPUS FRANÇAIS

1. Auché (2020), Conseil et défense des professionnels de santé : *Guide pratique de la procédure disciplinaire à l'attention des médecins et des chirurgiens*
2. Bowker, L., Pearson, J. (2003): *Working with Specialized Language A Practical Guide to Using Corpora*. London : Routledge
3. Debard, T., Guinchard, S., (2020): *Lexique des termes juridiques*. Paris : Dalloz
4. Gémar, J.C. (1990) : *Les fondements du langage du droit comme langue de spécialité. Du sens et de la forme du texte juridique*. Revue générale du droit: Volume 21; numéro 4, p. 717–738.
5. Extrait code de la Santé publique : droit du patient
6. L'Homme, M.C. (1998) : *Caractérisation des combinaisons lexicales spécialisées par rapport aux collocations de langue générale*. Montréal : Département de linguistique et de traduction, Université de Montréal.
7. L'Homme, M.C. (1998) : *le statut du verbe en langue de spécialité et sa description lexicographique*. Montréal : Département de linguistique et de traduction, Université de Montréal.
8. Statut des établissements publics sociaux et médico-sociaux dotés de la personnalité juridique (Articles L315-9 à L315-19)
9. Picotte, J. (1995) *Juridictionnaire*. Montréal : Centre de traduction et de terminologie juridique; volume 40 ; numéro 1
10. Wroblewski, J (1998). : *Les langues juridiques : une typologie*. Droit et société, n°8, 1988. Le discours juridique. Langage, signification et valeurs. pp. 13-27

CORPUS CROATE

1. Franjić, S. (2013) *Ishodišni temelji medicinskog prava*. Medicinski fakultet u Osijeku, Osijek, Hrvatska
2. Grozdanić, V., Škorić, M., Rittossa, D. (2014), "Liječnička tajna u funkciji zaštite privatnosti osoba s duševnim smetnjama" *Zbornik Pravnog fakulteta u Zagrebu*, Vol. 64 No. 5-6, str 833-857
3. Juras, D. (2014), , *Zbornik radova Pravnog fakulteta u Splitu*, god. 51, 3/2014 : *Disciplinska odgovornost liječnika (625.- 657)*

4. Pezo, V. 2006 : Pravni leksikon. Zagreb : Leksikografski savez Miroslav Krleža
5. Vlada Republike Hrvatske, Ured zastupnika Republike Hrvatske pred Europskim sudom za ljudska prava (2019) : *Pregled prakse Europskog suda za ljudska prava: Informacije o novim presudama i odlukama Europskog suda za ljudska prava*

SOURCES EN LIGNE CONSULTÉS

1. CNRTL – Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales : <https://www.cnrtl.fr/definition/radiation> (consulté le 20 octobre 2022)
2. Dictionnaire : Bibliothèque Numérique de Droit de la Santé et d'Éthique Médicale : [Bibliothèque numérique de droit de la santé et d'éthique médicale - BNDS](#) (consulté le 13 février 2023)
3. Dictionnaire du droit privé : par Serge Braudo, Conseiller honoraire à la Cour d'appel de Versailles : [Dictionnaire juridique \(dictionnaire-juridique.com\)](#) (consulté le 13 février 2023)
4. FNCS – Fédération Nationale des Centres des Santé : [Fédération Nationale des Centres de Santé | Promouvoir l'accès aux soins pour tous \(fncs.org\)](#) (consulté le 5 mars 2023)
5. France Assos Santé : L'Union nationale des associations agréées d'usagers du système de santé : <https://www.france-assos-sante.org/66-millions-dimpatients/patients-vous-avez-des-droits/le-secret-medical/> (consulté le 21 novembre 2022)
6. INFOBEST- INFOrmation und BERatungsSTelle : [INFOBEST: Page d'accueil](#) (consulté le 13 novembre 2023)
7. IUS – INFO : službena stranica firme LEXPERA pravne i poslovne informacije d.o.o. Zagreb : <https://www.iusinfo.hr/zakonodavstvo/pravilnik-o-pripravnickom-stazu-zdravstvenih-radnika-1> (consulté le 21 novembre 2022)
8. JORF : La service public de la diffusion du droit : <https://www.legifrance.gouv.fr/> (consulté le 10 février 2023)
9. Leksikografski zavod Miroslav Krleža, Hrvatska Enciklopedija : [Početna \(lzmk.hr\)](#) (consulté le 10 février 2023)
10. Le site d'information qui donne des clés pour comprendre les politiques publiques et les grands débats qui animent la société : [Vie publique : au coeur du débat public \(vie-publique.fr\)](#) (consulté le 4 mars 2023)
11. Le site officiel de l'Agence régionale de santé : [Agence régionale de santé | Agir pour la santé de tous \(sante.fr\)](#) (consulté le 8 octobre 2022)

12. *Le site officiel de l'Agence nationale de la performance sanitaire et médico-social :* [Plateforme anap.fr](https://www.anap.fr) (consulté le 14 février 2023)
13. *Le site officiel de l'Agram osiguranje :* [AGRAM LIFE osiguranje d.d. – +385 0800 11 40](https://www.agramlife.hr) (consulté le 13 février 2023)
14. *Le site officiel de l'Assurance Maladie :* [Nos métiers : Médecin-conseil | L'Assurance Maladie \(ameli.fr\)](https://www.ameli.fr) (consulté le 12 novembre 2022)
15. *Le site officiel de l'avocat Avi Bitton :* [Avi Bitton - Avocats en Droit du Travail et Droit Pénal | Accueil](https://www.avocats-bitton.com) (consulté le 21 novembre 2022)
16. *Le site officiel de l'avocat Philippe Pernaud-Orliac, Mandataire judiciaire à Montpellier :* [ME PHILIPPE PERNAUD-ORLIAC : Accueil](https://www.me-philippe-pernaud-orliac.com)(consulté le 5 mars 2023)
17. *Le site officiel du Conseil national de l'Ordre des médecins :* [Conseil National de l'Ordre des Médecins – l'Ordre des Médecins \(conseil-national.medecin.fr\)](https://www.conseil-national.medecin.fr) (consulté le 21 novembre 2022)
18. *Le site officiel du Cour des comptes :* [Page d'accueil | Cour des comptes \(ccomptes.fr\)](https://www.ccomptes.fr) (consulté le 4 mars 2023)
19. *Le site officiel de Hrvatska liječnička komora :* [Brisanje iz Imenika liječnika - Hrvatska liječnička komora \(hlk.hr\)](https://www.hlk.hr) (consulté le 11 novembre 2022)
20. *Le site officiel Hrvatski zavod za zdravstveno osiguranje :* [Naslovna | Hrvatski zavod za zdravstveno osiguranje \(hzzo.hr\)](https://www.hzzo.hr) (consulté le 4 mars 2023)
21. *Le site officiel de Općinski sud u Rijeci :* [Općinski sud u Rijeci | Sudovi Republike Hrvatske](https://www.opcinski-sud-rijeci.hr) (consulté le 10 mars 2023)
22. *Narodne novine : Zakon o zdravstvenoj zaštiti : Glava I, uvjeti za obavljanje zdravstvene djelatnosti, članak 155. :*https://narodne-novine.nn.hr/clanci/sluzbeni/2018_11_100_1929.html (consulté le 20 octobre 2022)
23. *Ordre des médecins Tarn :* <https://www.ordre-medecins-tarn.org/les-dossiers/radiation>
24. *Previsissima - Le site de référence sur la protection sociale :* [Previsissima : Protection sociale des français et expatriés, informations sur la protection sociale](https://www.previsissima.com) (consulté le 13 février 2023)
25. *Proleksis enciklopedija online :* [Proleksis enciklopedija \(lzmk.hr\)](https://www.proleksis.hr) (consulté le 10 février 2023)
26. *Zakon o predškolskom odgoju i obrazovanju: pročišćeni tekst zakona :* NN 10/97, 107/07, 94/13, 98/19, 57/22 : <http://www.zakon.hr/z/492/Zakon-o-pred%C5%A1kolskom-odgoju-i-naobrazbi>

27. *Service – Public.fr* : *Le site officiel de l'administration français* : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F34302> (consulté le 21 novembre 2022)

28. *Zakoni i propisi Republike Hrvatske* : [Jednostavno čitanje zakona \(zakonipropisi.com\)](http://www.zakonipropisi.com) (consulté le 12 novembre 2022)

SAŽETAK- Analiza glagolskih kolokacija u tekstu: Zakon o javnom zdravlju;

Regulacijske odredbe

Tema ovog diplomskog rada je prijevod i terminologija teksta *Code de la santé publique; Partie réglementaire*. U uvodu sam pisala o cilju samog diplomskog rada, odnosno o važnosti stručnog jezika i terminoloških kartica koje pomažu prevoditeljima ne samo pri prevođenju već u shvaćanju same srži teksta. Drugi dio diplomskog opisuje metodologiju koju sam koristila pri prevođenju i elaboraciji terminoloških kartica. U trećem dijelu opisan je sam pravni jezik i njegova struktura. Četvrti dio sadrži sve terminološke kartice, sve ekvivalente, definicije, kontekste, sinonime, antonime, kolokacije, razredbu, podrazredbu, nadređeni naziv, podređeni naziv. Peti i šesti dio obuhvaća izvorni tekst i njegov prijevod na hrvatski jezik. Ključne riječi: kolokacije, specijalizirani glagoli, medicinsko pravo, prijevod, pravna domena

ABSTRACT- Analysis of verbal collocations in the text: Public Health Code; Regulatory part

The theme of this master thesis is translation and terminology *Code de la santé publique; Partie réglementaire*. In the introduction I wrote about the objective of the master thesis: the importance of the technical language and of data banks which helps translators not only to translate but to understand depth of the text. The Second part is methodology in which I wrote about the methods I used in the process of translating and creating the data banks. Third part talks about law language, the translation of law terms, their origin and composition. In fourth part terms are elaborated, their equivalents, definitions, contexts, synonyms, antonyms, collocations, domain, subdomain, hyperonyms and hyponyms are defined. Fifth part is the original text and the translation of the same text into Croatian. In the last part, ie conclusion, reference is made to the main and objective points of the thesis.

Key words: collocations, specialized verbs, medical law, traduction, law domaine